

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires  
Service aménagement du territoire et risques  
Pôle aménagement

Valence, le

24 JAN. 2018

Affaire suivie par : Elisabeth.PILLAT  
Tél. : 04 81 66 8120  
Fax : 04 81 66 80 80  
courriel : [ddt-pa-sat@drôme.gouv.fr](mailto:ddt-pa-sat@drôme.gouv.fr)

n°2017-272

Arrêté n° 26-2018-01-24-012  
Portant mise à jour du plan local d'urbanisme  
de la commune de La Bâtie-Rolland

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-60 et R.153-18 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil communautaire de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION approuvant le plan local d'urbanisme de La Bâtie-Rolland ;

Vu l'arrêté préfectoral n°26-2016-11-30-025 en date du 30-11-2016 instituant des servitudes prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

Considérant que la mise à jour du plan local d'urbanisme n'a pas été réalisée par la communauté de communes d'agglomération compétente malgré les demandes successives formulées par l'État par courriers datés du 6 juin 2017 puis du 4 octobre 2017;

**ARRETE :**

**Article 1er :** Le plan local d'urbanisme de la commune de La Bâtie-Rolland est mis à jour à la date du présent arrêté. À cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique joints au présent arrêté.

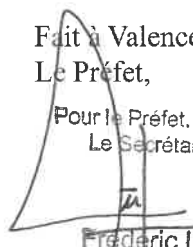
**Article 2 :** Les documents relatifs à la mise à jour seront tenus à la disposition du public aux jours et heures ouvrables de la mairie de La Bâtie-Rolland et du siège de la communauté de communes d'agglomération de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION ainsi qu'en préfecture.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché en mairie de La Bâtie-Rolland et au siège de la communauté de communes d'agglomération de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION durant un mois. Un certificat du président justifiera de l'accomplissement de cette formalité.

**Article 4 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Président de la communauté de communes d'agglomération, Monsieur le Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Valence, le  
Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Frédéric LOISEAU

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Auvergne-Rhône-Alpes

Valence, le 30 NOV. 2016

Unité Interdépartementale 26/07

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux  
Tél. : 04.75.82.46.46  
Fax : 04.75.82.46.49

Courriel : christophe.bouilloux@developpement-  
durable.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL n° 26-2016-11-30-025**

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques  
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits  
chimiques sur la commune de La Bâtie-Rolland**

**Le Préfet du département de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

**Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

**Considérant** que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

**Considérant** que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

## A R R E T E

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée <sup>(1)</sup> au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Nom de la commune : La Bâtie-Rolland**

**Code INSEE : 26031**

**Canalisation de transport d'hydrocarbures propriété de l'État, ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés, service du MEEM-DGEC, situé Tour Séquoia, place des Carpeaux, 92800 Puteaux et opérée par :**

**TRAPIL-ODC**  
**22 B route de Demigny**  
**Champforgeuil**  
**CS 30081**  
**71103 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex**

• **Ouvrages traversant la commune**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Montsegur - Beaumont	69,6	308	2052	enterré	170	15	10

• **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

- **Installations annexes situées sur la commune**

Néant

- **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

## **Article 2 – Nature des servitudes**

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :**

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

**Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :**

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :**

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

## **Article 3 – Information du transporteur**

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

## **Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

## **Article 5 – Notification et publicité**

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

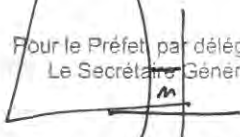
- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de La Bâtie-Rolland

## **Article 6 – Délais et voies de recours**

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.

## **Article 7 – Exécution et copie**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de La Bâtie-Rolland, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur du Service National des Oléoducs Interalliés.

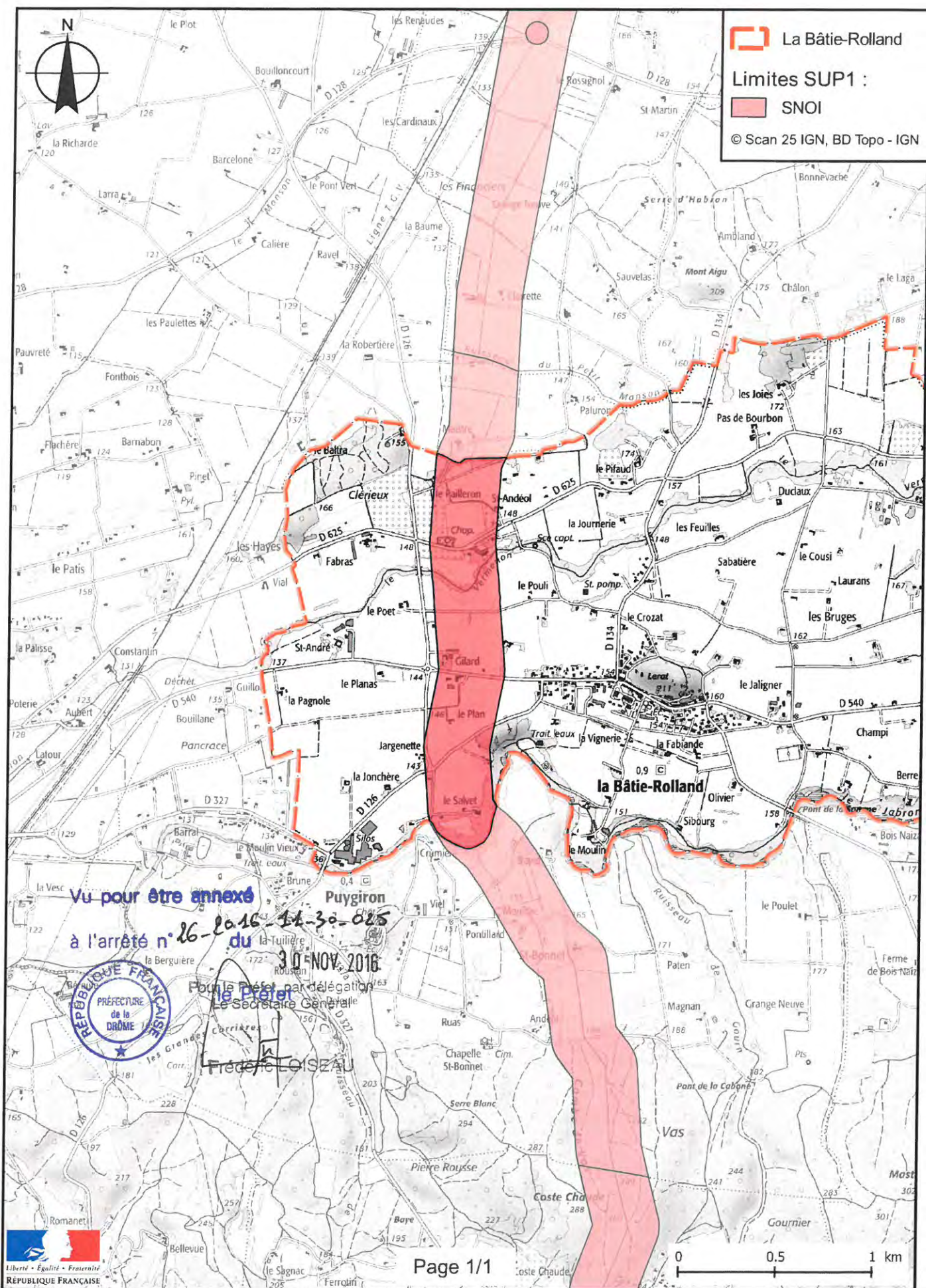
Valence, le 30 NOV. 2016  
Le préfet,  
Pour le Préfet par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Frédéric LOISEAU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Drôme
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée



# Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses





PRÉFET DE LA DRÔME

Direction Départementale des Territoires  
Unité territoriale Sud

Nyons, le 20 mai 2016

**COMMUNE de LA BÂTIE ROLLAND**

**Déclaration de Projet valant Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme**

Approbation de la Déclaration de Projet valant Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

Objet: Caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte: Délibération du Conseil Municipal du 24 février 2016

Date de transmission au Préfet: 29 février 2016

Mesures de publicité

- Affichage en mairie : à compter du 29 février 2016
- Insertion dans la presse : le 05 mars 2016

Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire : -
- Observations : -

**Date à laquelle la délibération devient exécutoire**

**29 mars 2016**

Pour le directeur départemental des territoires,  
Le Chef de l'unité territoriale,



Christophe BONAL



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**

**Commune de LA BATIE ROLLAND**

<b>NOMBRE de MEMBRES</b>		
<b>Afférents au Conseil Municipal</b>	<b>En exercice</b>	<b>Qui ont pris part à la délibération</b>
15	15	15

<b>Date de la convocation</b>
18 février 2016

<b>Date d'affichage</b>
25 février 2016

<b>Objet de la délibération</b>
Approbation de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

<b>Codification</b>
2.2

**EXTRAIT DU REGISTRE**

**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 24 février 2016**

L'an deux mille seize

et le vingt quatre du mois février

à 20 h 30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Pascal BEYNET, Maire

Présents : Chantal DERACHE, Mireille FAYANT, Denis GARCIA, Sébastien GIRODENG, Béatrice LASSAGNE, Aline LEMERCIER, Thierry PASCAL-TERRAS, Olivier SCHIRA, Angélique SEURAT, Pascal LASSIA, Bernard GERANTON, Olivier GERANTON, Alexandre SOULIER, Sophie CHANUDET.

Absent(s) excusé(s): néant

Absent : néant

Secrétaire : Bernard GERANTON

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les étapes de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU fixées dans le Code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L153-54 à L153-59. Il rappelle les motifs qui ont conduit à sa mise en œuvre : il s'agit de permettre l'extension des installations de l'entreprise TOPSEMENCE. Cette extension est indispensable à l'entreprise pour lui permettre d'augmenter ses capacités de production, de stockage, permettre sa diversification et assurer ainsi le maintien des emplois directs et indirects qu'elle génère.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17,

Vu la délibération en date du 19 février 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération en date du 25 mars 2015 prescrivant la déclaration de projet valant mise en compatibilité du P.L.U. et définissant les modalités de la concertation relative au projet d'extension de l'entreprise Top Semence, objet de la déclaration de projet,

Vu le procès verbal portant sur l'examen conjoint du projet avec les personnes publiques associées en date du 29 mai 2015,

Vu les avis de l'INAO et du CNPF,

Vu la décision de l'autorité environnementale après examen au cas par cas en date du 26 mai 2015,

Vu l'avis de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles en date du 21 mai 2015,

Vu l'arrêté du Maire en date du 12 octobre 2015 soumettant à enquête publique le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU et comprenant le procès verbal de l'examen conjoint du projet avec les personnes publiques associées, les avis des personnes publiques associées, consultées et la décision de l'autorité environnementale,

Vu le bilan de la concertation présenté par le maire :

*Les dispositions de concertations mises en œuvre :*

- affichage pendant toute la durée des études de la délibération prescrivant la déclaration de projet et définissant les modalités de la concertation,
- Mise à disposition du public en mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture, d'une note de présentation du projet et d'un registre destiné à recueillir toutes observations ou propositions,
- article dans le bulletin municipal, n° 53,
- mise en ligne des documents sur le site Internet de la mairie,
- Par ailleurs, Madame la commissaire enquêteur a demandé à la commune que soit tenue une réunion publique relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du P.L.U. Cette réunion a eu lieu le 25 novembre 2015, à la salle des fêtes.

*Le bilan :*

Le registre mis à disposition en mairie a fait l'objet de 11 observations déposées au nom de 17 personnes. Ces observations sont toutes défavorables au projet et plus largement, à la présence même de Top Semence. Elles ont essentiellement exprimé :

- Un rejet des nuisances perçues liées au fonctionnement global de l'entreprise (bruit et poussière notamment),
- La crainte de moins values occasionnées par ces nuisances, sur la valeur vénale des biens immobiliers à proximité de l'usine.
- Un sentiment de dégradation du paysage lié aux installations de Top Semence (d'une manière générale, sans considération particulière relative au projet lui-même),
- Des craintes relatives aux risques technologiques qui seraient lié à l'usine (d'une manière générale, sans considération particulière relative au projet),
- la remise en cause de l'intérêt général du projet, considérant notamment que les emplois actuellement générés par Top Semence ne sont pas, pour la plupart, occupés par des habitants de La Bâtie Rolland, mais par des habitants d'autres communes,

Il a été également proposé de déplacer l'usine dans la zone d'activités intercommunale.

La réunion publique a attiré un public assez nombreux. Lors de cette réunion, la commune, en présence du Commissaire enquêteur, a présenté les enjeux, les objectifs et les impacts du projet. Quelques riverains de Top Semence ont pu exprimer leurs inquiétudes relatives aux nuisances liées à l'usine telles qu'ils les perçoivent, relayant les remarques formulées sur le registre de concertation. A ce propos, il a été précisé lors de la réunion :

- que la plupart des personnes remettant en cause la présence même de l'usine, se sont installées à La Bâtie Rolland postérieurement à la fondation de l'usine,



- que le projet ne modifiera pas l'emprise du site tel qu'il existe actuellement indépendamment du niveau de perception des nuisances de chacun, les nuisances n'augmenteront pas en raison du projet,
- que l'autorité environnementale a décidé que le projet ne nécessitait pas la mise en œuvre d'une évaluation environnementale, ce qui souligne son innocuité sur l'environnement naturel et notamment sur le Jabron voisin et sa ripisylve,
- que les questions relatives à la gestion des nuisances, aux risques technologiques sont étroitement contrôlées par la DREAL, dans le cadre de dossiers ICPE, qui obéissent à des procédures qui ne relèvent pas directement de la procédure de déclaration de projet,
- que le fait qu'une partie seulement des emplois générés par Top Semence soit occupée par des habitants de la commune n'enlève rien à l'intérêt général du maintien et du développement de ces emplois.

Concernant la proposition de relocalisation de l'usine dans la zone d'activités : elle est financièrement infaisable et la création d'un deuxième site pour l'usine ne résoudrait pas la nécessité vitale pour l'entreprise de disposer de ses stockages à proximité immédiate de ses unités de production.

Plus généralement, il a été rappelé l'incidence positive du projet sur les nuisances, car il limitera les rotations de camions grâce à l'augmentation de la capacité de stockage de l'usine. Il a aussi été rappelé que le projet n'entraînera pas l'augmentation de l'emprise des installations actuelles.

Au cours de la réunion, des salariés, des dirigeants de l'entreprise, des agriculteurs se sont aussi exprimés pour souligner le caractère vital du projet pour l'emploi et l'importance pour toute la filière agricole locale de Top Semence, qui commercialise la plus grande part des semences produites dans la commune et dans plusieurs autres communes voisines.

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Considérant que le commissaire enquêteur justifie son avis défavorable par une remise en cause infondée de l'intérêt général du projet : s'il est entendu que le projet est porté par une entreprise privée, les retombées en termes d'emplois et en termes de réduction des nuisances découlant de ce projet sont bénéfiques à la collectivité et relèvent donc de l'intérêt général.

Considérant que le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme.

Considérant que le projet d'extension de l'entreprise Top Semence est d'intérêt général, car il permettra :

- la pérennité d'un des employeurs principaux de la Commune dans un contexte rural où l'équilibre entre habitat et activité économique *in situ* constitue un enjeu fondamental de développement local (les équipements projetés étant absolument nécessaires à l'adaptation du site, sans possibilité d'extension *in situ*, l'entreprise serait confrontée à de graves problèmes fonctionnels et structurels),



- de maintenir et développer l'emploi direct, dans une entreprise tournée vers l'export, positionnée sur un marché européen en progression, en la dotant des outils de production et de fabrication nécessaires à sa compétitivité.
- de faciliter le développement d'un maillon essentiel de la filière agricole et ainsi développer l'emploi indirect : Top Semence est parmi les premiers débouchés pour les producteurs de semences dans le Département de la Drôme et au-delà. L'entreprise est le principal vecteur de la commercialisation et de l'export des semences produites localement.
- la réduction des nuisances sonores et des incidences sur le réseau routier liées aux rotations de camions, qui seront moins nombreuses lorsque la capacité de stockage aura été augmentée.

Considérant que la mise en compatibilité du PLU est nécessaire, car le terrain d'assiette du projet est classé en zone naturelle (N) dont le règlement ne permet pas la concrétisation du projet,

**Entendu l'exposé du maire et après en avoir délibéré,**

Le conseil municipal par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

- **Décide** de tirer le bilan de la concertation et d'adopter la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, conformément à l'article L153-21 du code de l'urbanisme,
- **Indique** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme :
  - d'un affichage en mairie durant un mois,
  - d'une mention insérée en caractères apparents dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département de la Drôme,

**Indique :**

- que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet de la Drôme, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité,

Le dossier de Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en Mairie de La Bâtie Rolland, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture, conformément à l'article L153-22 du Code de l'Urbanisme.

*Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an ci-dessus, et ont signé au registre les membres présents.*

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du

Le Maire  
**P. BEYNET**





Valence, le

**19 FEV. 2014**

**COMMUNE DE : LA BÂTIE-ROLLAND  
MODIFICATION N° 3 DU PLU**

APPROBATION DE : LA MODIFICATION

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal approuvant la modification en date du  
23 janvier 2014

Date de transmission au Préfet : 04 février 2014

*Mesures de publicité :*

- . Affichage en mairie : 24 janvier 2014
- . Insertion dans la presse : « Le Dauphiné Libéré » du 03 février 2014 et « La Tribune » du 06 février 2014
- . Date de la lettre au maire :
- . Observations :

<i>Date à laquelle la délibération devient exécutoire</i>	<b>04/03/14</b>
---	-----------------

Pour le Chef du Service Aménagement du  
Territoire et Risques  
La Responsable du Pôle Aménagement par intérim

A. LAPAIX

Copie avec acte :  
Unité Territoriale de : Montélimar  
Nyons

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	13	13

Date de la convocation
16 janvier 2014

Date d'affichage
24 janvier 2014

Objet de la délibération
Approbation de la modification n° 3 du PLU

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 23 janvier 2014**

L'an deux mille quatorze  
et le vingt-trois du mois de janvier  
à 20 h, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué,  
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses  
séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. BEYNET M. MAGNET  
Mme GROSJEAN M. PASCAL-TERRAS  
Mme GORI Mme GILBERT-COLLET  
Mme SICOIT M. SCHIRA  
Mme MORLEVAT

Absent(s) excusé(s) : M. CHANEAC procuration à Nicole GORI  
Mme De MASSOUGNES procuration à Nicole SICOIT  
M. ASECIO procuration à Pascal BEYNET

Absent : néant

Secrétaire : Olivier SCHIRA

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-13, R 123-19, R 123-24 et R 123-25 ;  
**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 13 janvier 2009 approuvant le Plan Local  
d'Urbanisme ;  
**Vu** la délibération du Conseil municipal du 27/01/2011 approuvant la modification n° 1 du PLU ;  
**Vu** la délibération du conseil Municipal du 25/05/2011 approuvant la modification simplifiée n° 1 du  
PLU ;  
**Vu** la délibération du conseil Municipal du 19/01/2012 approuvant la modification n° 2 du PLU ;  
**Vu** la délibération du conseil municipal du 21/06/2012 prescrivant la modification n°3 du PLU ;  
**Vu** l'arrêté municipal n° 44/2013 du 10/10/2013 prescrivant l'enquête publique relative à la  
modification N°3 du PLU ;

**Entendu** les avis des personnes associées;

**Entendu** les remarques mentionnées au cahier des observations durant l'enquête publique ;

**Entendu** les conclusions du commissaire-enquêteur ;

**Considérant** la prise en compte des avis, remarques et conclusions dans la mouture définitive de la  
modification N°3 du PLU, annexée à la présente délibération, qui concernent les documents suivants :

- le Rapport de Présentation
- les Cartes graphiques
- le Règlement

**Considérant** que les résultats de l'enquête publique justifient une adaptation du projet pour prendre  
en compte le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ;

**Considérant** que le projet de modification du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est  
prêt à être approuvé.

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 12 voix POUR, 1 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

- **DECIDE** de modifier le projet sur le point suivant : réduction de l'emprise de l'emplacement  
réservé n°2 dont la surface est ramenée à 1 320 m<sup>2</sup> environ ;

- **APPROUVE** le dossier de la modification n°3 telle que décrite ci-dessous :

- suppression de l'emplacement réservé R12 (voirie) ;
- transformation de l'emplacement réservé R2 (parking) en un emplacement réservé R2 (espace de jeux et de détente et/ou espace médical) sur la parcelle AA67
- transformation de la servitude S3 (logements locatifs et espace médical) sur parcelle ZI 169 en une servitude S3 (logements locatifs seulement)
- suppression de la servitude S4
- suppression de l'emplacement réservé n°4
- remplacement, au Règlement d'urbanisme du PLU, de la terminologie SHON et SHOB par « Surface de plancher »

- **APPROUVE** le dossier de modification n° 3 du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente ;

- **DEMANDE** à Monsieur le Maire de pourvoir à l'affichage de la présente délibération, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal d'annonces légales ;

- **DEMANDE** à Monsieur le Maire que, conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. modifié soit mis à la disposition du public à la mairie de LA BÂTIE ROLLAND et à la Préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture ;

- **DIT** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du P.L.U., ne seront exécutoires qu'à sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, inscription au R.A.A.).

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

A voté CONTRE : M. Olivier SCHIRA

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du

**Le Maire**  
**Robert LEOPOLD**



Valence, le **19 FEV. 2014**

**COMMUNE DE : LA BÂTIE-ROLLAND**  
**REVISION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLU**

APPROBATION DE : LA REVISION SIMPLIFIEE N°1

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal approuvant la modification en date du  
23 janvier 2014

Date de transmission au Préfet : 04 février 2014

*Mesures de publicité :*

- . Affichage en mairie : 24 janvier 2014
- . Insertion dans la presse : « Le Dauphiné Libéré » du 03 février 2014 et « La Tribune » du 06 février 2014
- . Date de la lettre au maire :
- . Observations :

<i>Date à laquelle la délibération devient exécutoire</i>	<b>04/03/14</b>
---	-----------------

Pour le Chef du Service Aménagement du  
Territoire et Risques  
La Responsable du Pôle Aménagement par intérim

A. LAPAIX

Copie avec acte :  
Unité Territoriale de : Montélimar  
Nyons



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 23 janvier 2014**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	13	13

Date de la convocation
16 janvier 2014

Date d'affichage
24 janvier 2014

Objet de la délibération
Approbation de la révision simplifiée n°1 du PLU

L'an deux mille quatorze  
et le vingt-trois du mois de janvier  
à 20 h, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué,  
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses  
séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. BEYNET M. MAGNET  
Mme GROSJEAN M. PASCAL-TERRAS  
Mme GORI Mme GILBERT-COLLET  
Mme SICOIT M. SCHIRA  
Mme MORLEVAT

Absent(s) excusé(s) : M. CHANEAC procuration à Nicole GORI  
Mme De MASSOUGNES procuration à Nicole SICOIT  
M. ASECIO procuration à Pascal BEYNET

Absent : néant

Secrétaire : Olivier SCHIRA

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-10, L 123-13, R 123-19, R 123-24 et R 123-25 ;  
**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 13 janvier 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;  
**Vu** la délibération du Conseil municipal du 27/01/2011 approuvant la modification n° 1 du PLU ;  
**Vu** la délibération du conseil Municipal du 25/05/2011 approuvant la modification simplifiée n° 1 du PLU ;  
**Vu** la délibération du conseil Municipal du 19/01/2012 approuvant la modification n° 2 du PLU ;  
**Vu** la délibération du conseil municipal du 21/06/2012 prescrivant la révision simplifiée n°1 du PLU ;  
**Vu** la délibération du Conseil municipal du 25/10/2012 fixant les modalités de la concertation de la révision simplifiée n°1 du PLU ;  
**Vu** le procès-verbal portant examen conjoint du projet avec les personnes publiques associées en date du 20 décembre 2012 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 11/04/2013 autorisant l'ouverture à l'urbanisation d'un secteur situé en zone naturelle dans le cadre de la procédure de révision simplifiée au titre de l'article L.122-2 du Code de l'Urbanisme  
**Vu** l'arrêté municipal n° 43/2013 du 10/10/2013 prescrivant l'enquête publique relative à la révision simplifiée n°1 du PLU ;

**Entendu** les avis des personnes associées;

**Entendu** les remarques mentionnées au cahier des observations durant l'enquête publique ;

**Entendu** les conclusions du commissaire-enquêteur ;

**Considérant la prise en compte** des avis, remarques et conclusions dans la mouture définitive de la révision n°1 du PLU, annexée à la présente délibération, qui concernent les documents suivants :

- le Rapport de Présentation
- les Cartes graphiques
- le Règlement

Une modification qui n'affecte pas l'économie générale du projet est proposée :

- par souci de cohérence avec le PLU et à la réalité de l'occupation des sols, pour séparer par un zonage spécifique, le secteur destiné à l'exploitation de carrières de celui destiné à l'accueil d'activités artisanales ou industrielles qui nécessitent des règles d'occupation et d'utilisation des sols différentes ;
- définir de nouvelles règles d'occupation et d'utilisation des sols compatibles avec les activités déjà installées en permettant leur extension mais aussi l'installation d'activités nouvelles, sur une partie de cette zone destinée à l'accueil d'activités artisanales ou industrielles

Considérant que le projet de modification du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

- **TIRE** le bilan de la concertation ;
- **APPROUVE** la révision simplifiée n° 1 du PLU, telle que décrite ci-dessous :
  - séparer par un zonage spécifique, le secteur destiné à l'exploitation de carrières de celui destiné à l'accueil d'activités artisanales ou industrielles qui nécessitent des règles d'occupation et d'utilisation des sols différentes ;
  - définir de nouvelles règles d'occupation et d'utilisation des sols de ce secteur à zonage spécifique compatibles avec les activités déjà installées en permettant leur extension mais aussi l'installation d'activités nouvelles.
- **APPROUVE** le dossier de révision simplifiée n°1 du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente ;
- **DEMANDE** à Monsieur le Maire de pourvoir à l'affichage de la présente délibération, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal d'annonces légales ;
- **DEMANDE** à Monsieur le Maire que, conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. modifié soit mis à la disposition du public à la mairie de LA BÂTIE ROLLAND et à la Préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture ;
- **DIT** que la présente délibération et les dispositions résultant de la révision simplifiée n°1 du P.L.U., ne seront exécutoires qu'à sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, inscription au R.A.A.).

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du

Le Maire  
Robert LEOPOLD



# LA BATIE ROLLAND



## Révision simplifiée n°1 du P.L.U.

Création d'une zone d'activités sur la carrière du site des Bruges

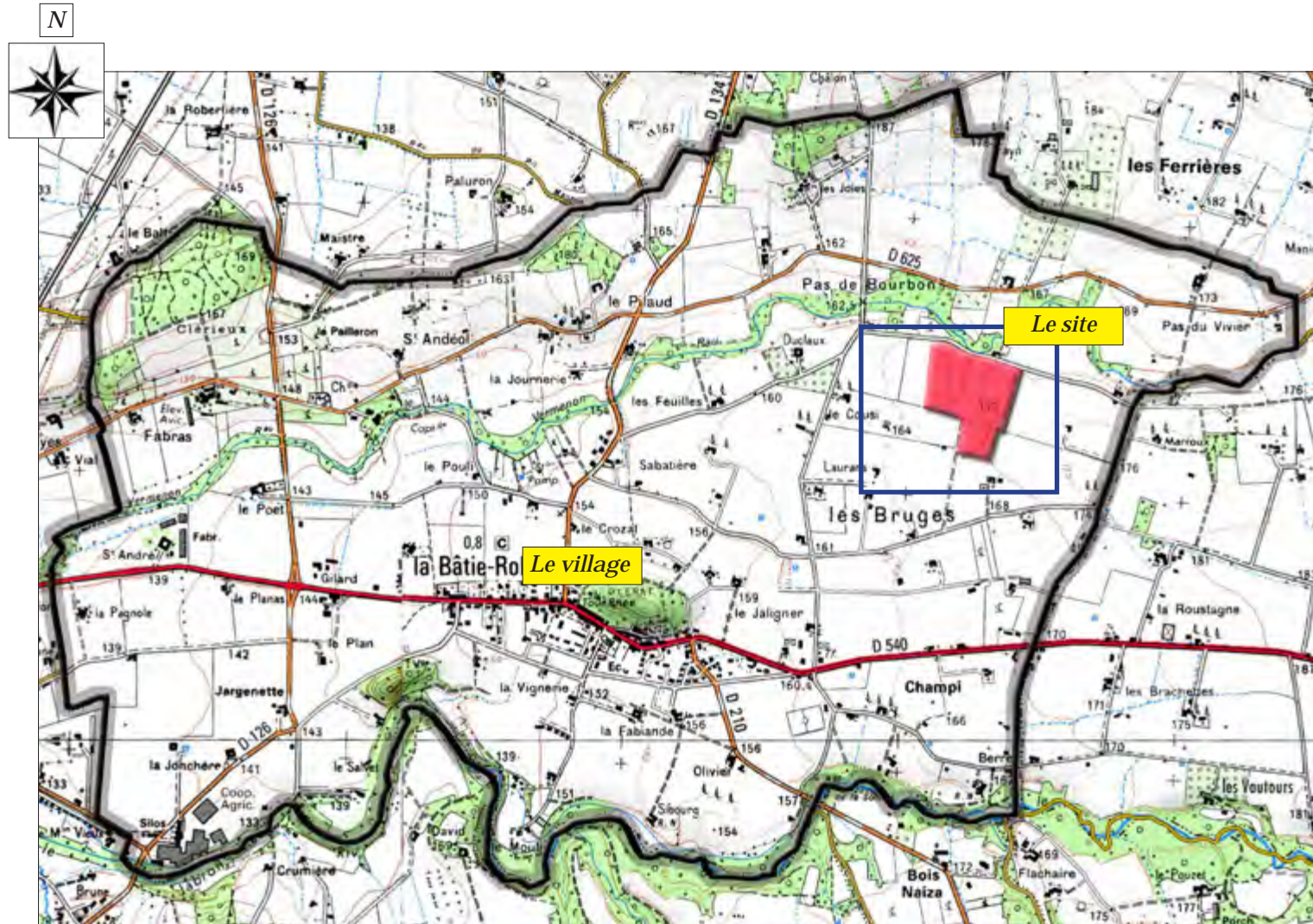
Notice de présentation de l'opération d'intérêt général







# Localisation et nature du projet



L'occupation du sol sur le site se répartit entre :

- \_des secteurs d'extraction de gravier et de sable,
- \_une plateforme technique de préfabrication,
- \_des bâtiments d'activités liées au BTP,
- \_et en périphérie, des terrains agricoles, mais destinés dans le P.L.U. actuel à l'extraction de matériaux.

L'objectif premier poursuivi par le projet est le développement de l'activité économique sur le site des Bruges, qui accueille déjà une carrière de sables et graviers en cours d'exploitation (autorisée par l'arrêté préfectoral n°869, du 17 mars 1995) ainsi que plusieurs entreprises implantées sur une plateforme technique adjacente à la carrière (atelier de préfabrication avec centrale à béton, atelier de serrurerie, déchetterie...).

# Le projet

**Le projet de zone d'activités établi pour le site des Bruges traduit une politique volontariste et pragmatique de création de surfaces dédiées à l'activité économique basée :**

- \_sur l'utilisation d'un site équipé, qui accueille déjà des activités qui elles-mêmes ont besoin de place pour se développer,
- \_sur l'extension du site à usage d'activités, qui permettra la requalification de terrains jusqu'ici exploités en carrières.

Le projet offre une double opportunité :

- \_Celle d'un développement économique pourvoyeur d'emplois, dans un contexte difficile.
- \_Celle de la requalification d'un site de carrière.

*Terrains déjà occupés par des activités artisanales et liées au BTP (atelier de préfabrication avec centrale à béton, atelier de serrurerie, déchetterie etc...)*



*Les terrains concernés par la création de la zone d'activités (dont une partie est déjà urbanisée).*

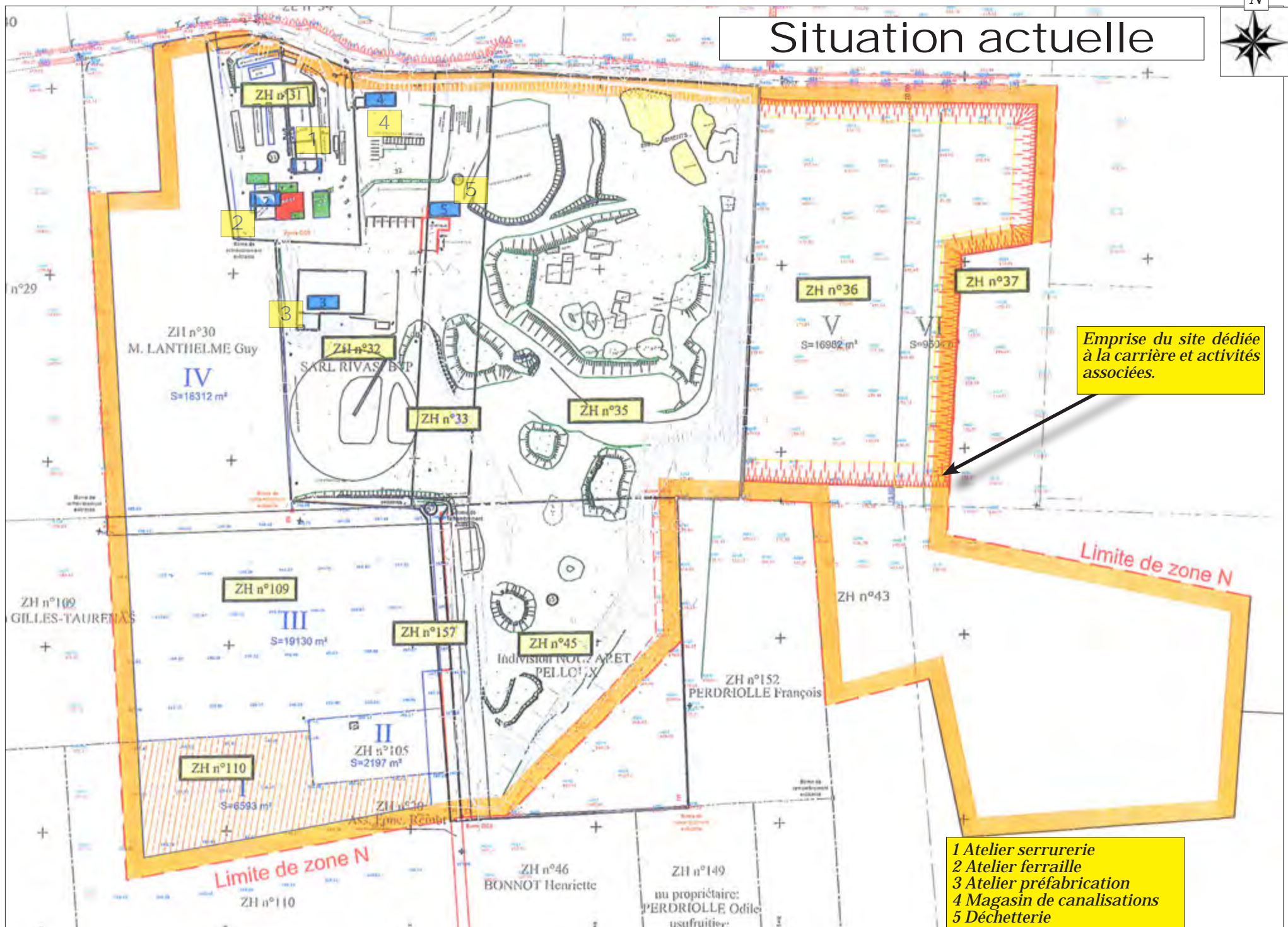
*Terrain dont l'exploitation de carrière est terminée et qui est utilisé aujourd'hui en zone de stockage pour les activités liées au BTP*

*On a pris soin par ailleurs d'éviter la promiscuité avec les logements les plus proches du site, en maintenant "une zone tampon agricole".*





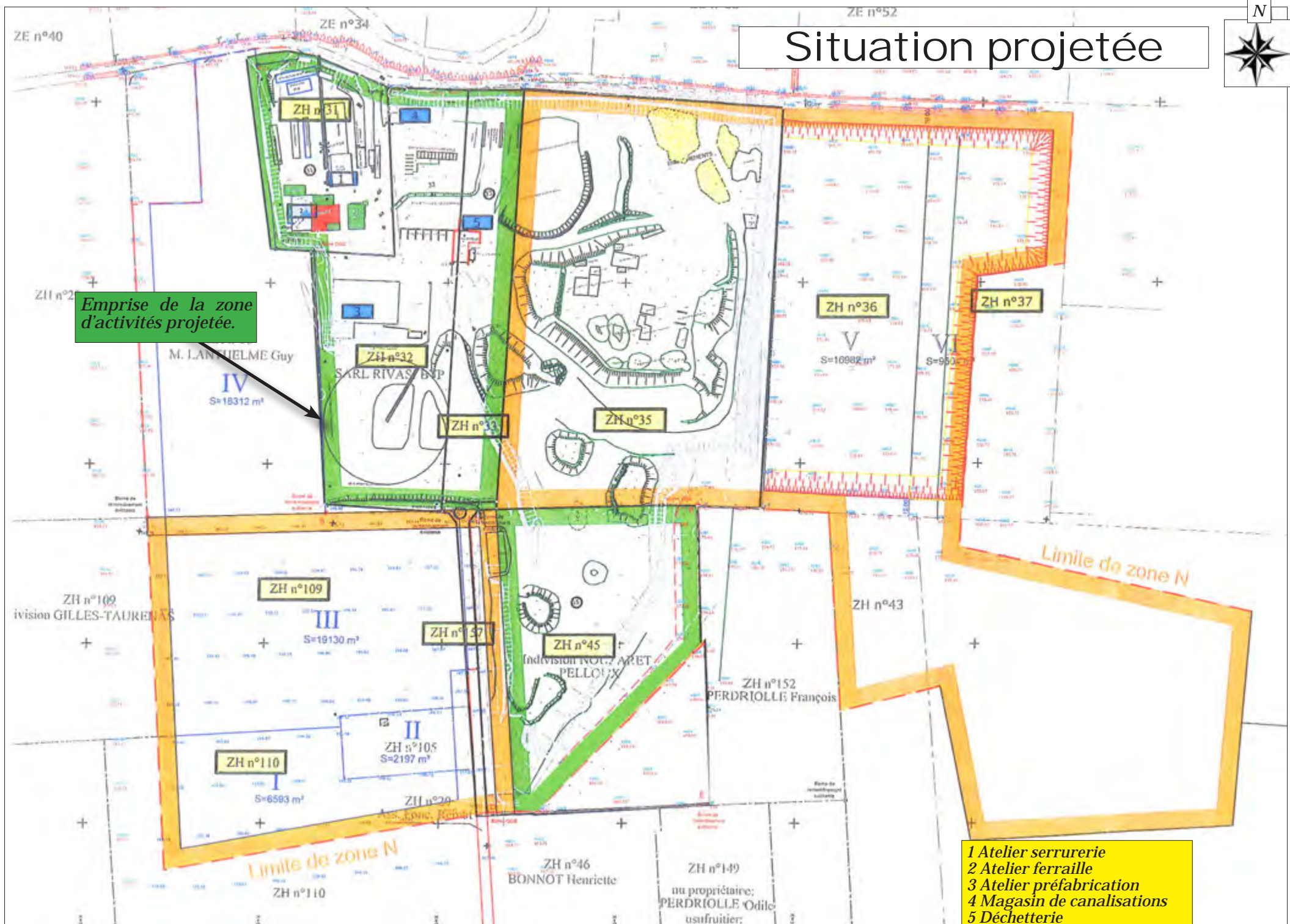
# Situation actuelle







# Situation projetée



Emprise de la zone d'activités projetée.

- 1 Atelier serrurerie
- 2 Atelier ferraille
- 3 Atelier préfabrication
- 4 Magasin de canalisations
- 5 Déchetterie



Valence, le 28 FEV. 2012

**COMMUNE DE : LA BÂTIE-ROLLAND**  
**MODIFICATION N° 2 DU PLU**

APPROBATION DE : LA MODIFICATION

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal approuvant la modification en date du  
19 janvier 2012

Date de transmission au Préfet : 1er février 2012

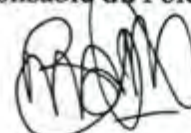
*Mesures de publicité :*

- . Affichage en mairie : 23 janvier 2012
- . Insertion dans la presse : « Le Dauphine » du 27 janvier 2012
- . Date de la lettre au maire :
- . Observations :

***Date à laquelle la délibération devient  
exécutoire***

**1er mars 2012**

Pour le Chef du Service Aménagement du  
Territoire et Risques  
Le Responsable du Pôle Planification p.i



Claude Buisson

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	14	13

Date de la convocation
12 janvier 2012

Date d'affichage
20 janvier 2012

Objet de la délibération
Approbation de la modification n° 2 du PLU

**EXTRAIT DU REGISTRE**

**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE LA BATIE ROLLAND**

PREFECTURE DE LA DRÔME  
 SERVICE COURRIER  
 01.FEV.2012

Séance du 19 janvier 2012

L'an deux mille douze  
 et le dix-neuf du mois de janvier  
 à 20 h, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué,  
 s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses  
 séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC  
 Mme GROSJEAN  
 M. PASCAL-TERRAS  
 Mme SICOIT  
 M. BEYNET  
 Mme De MASSOUGNES  
 M. ASENIO  
 Mme GORI  
 M. SCHIRA  
 Mme GILBERT-COLLET

Absent(s) excusé(s) : Mme MORLEVAT procuration à Mme De  
 MASSOUGNES M. MAGNET procuration à M. ASENIO

Absent : M. SOULIER

Secrétaire : Jocelyne GROSJEAN

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-13, R 123-19, R 123-24 et R 123-25 ;  
**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 approuvant le Plan Local  
 d'Urbanisme ;  
**Vu** la délibération du Conseil municipal du 27/01/2011 approuvant la modification n° 1 du PLU ;  
**Vu** la délibération du conseil Municipal du 25/05/211 approuvant la modification simplifiée n° 1 du  
 PLU ;  
**Vu** la délibération du conseil municipal du 21/07/2011 prescrivant la modification n°2 du PLU ;  
**Vu** l'arrêté municipal n° 2011/34 en date du 07 novembre 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête  
 publique relative à la modification n°1 du P.L.U. ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2011-299 004 du 26/10/2011 portant dérogation au titre de l'article L122-2  
 du Code de l'Urbanisme ;

**Entendu** les avis des personnes associées;

**Entendu** les remarques mentionnées au cahier des observations durant l'enquête publique ;

**Entendu** les conclusions du commissaire-enquêteur ;

**Considérant la prise en compte** des avis, remarques et conclusions dans la mouture définitive de  
 la modification N°2 du PLU, annexée à la présente délibération, qui concernent les documents  
 suivants :

- le Rapport de Présentation, en page 80
- le PADD, en pages 8 et 9
- les Orientations d'Aménagement, en pages 1,2 et 3
- les Cartes graphiques et notamment la légende de la servitude S4 qui devient  
 « 8 logements pour personnes âgées et/ou jeunes couples »

Une modification qui n'affecte pas l'économie générale du projet est proposée :

- \* Suppression de la servitude S1 sur la parcelle AA67
- \* Création d'une servitude S4 sur la parcelle ZK156



\* Modification du zonage des parcelles ZK153 et ZK156 actuellement classées AU pour un classement en AUa

\* Réduction de l'emplacement réservé R5 par réduction de l'emprise foncière à la patte d'oie des Chemins de la Vignerie et de Jargennete et par réduction de largeur de 15 m à 10 m

\* Modification de la légende de la servitude S4 pour la transformer de « Logements adaptés pour personnes âgées et/ou jeunes couples » en « 8 logements adaptés pour personnes âgées et/ou jeunes couples »

**Considérant** que le projet de modification du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

- **APPROUVE** la modification telle que décrite ci-dessous :

- Suppression de la servitude S1 sur la parcelle AA67
- Création d'une servitude S4 sur la parcelle ZK156
- Modification du zonage des parcelles ZK153 et ZK156 actuellement classées AU pour un classement en AUa
- Réduction de l'emplacement réservé R5 par réduction de l'emprise foncière à la patte d'oie des Chemins de la Vignerie et de Jargennete et par réduction de largeur de 15 m à 10 m
- Modification de la légende de la servitude S4 pour la transformer de « Logements adaptés pour personnes âgées et/ou jeunes couples » en « 8 logements adaptés pour personnes âgées et/ou jeunes couples »

- **APPROUVE** le dossier de modification n° 1 du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente ;

- **DEMANDE** à Monsieur le Maire de pourvoir à l'affichage de la présente délibération, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal d'annonces légales ;

- **DEMANDE** à Monsieur le Maire que, conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. modifié soit mis à la disposition du public à la mairie de LA BÂTIE ROLLAND et à la Préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture ;

- **DIT** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du P.L.U., ne seront exécutoires qu'à sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, inscription au R.A.A.).

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du



# LA BATIE-ROLLAND <sup>26160</sup>

Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U)

## 1- NOTICE EXPLICATIVE DE LA MODIFICATION

### Sommaire de la notice

DESIGNATION	N° page
SOMMAIRE	1
1-1- LE DOCUMENT D'URBANISME	2
1-2- LE CONTEXTE	3
1-3- LES OBJECTIFS DE LA COMMUNE	4



## 1-1- LE DOCUMENT D'URBANISME.

**-1-1-1- L'approbation du Plan local d'Urbanisme date du 19 Février 2009. La modification n°1 a été approuvée par délibération du 27 Janvier 2011, une modification simplifiée n°1 a été approuvée par délibération du 25 Mai 2011.**

### **-1-1-2- demande de dérogation:**

**-Art. L.122.2 :** Dans les communes qui ne sont pas couvertes par un schéma de cohérence territoriale applicable, le PLU ne peut être modifié ou révisé en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée **après le 1<sup>er</sup> Juillet 2002** ou dans une zone naturelle(...). **Il peut être dérogé** aux dispositions précédentes après l'accord du préfet donné après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites et de la chambre d'agriculture (...)

La commune de La bâtie-Rolland a sollicité une **dérogation de M. Le Préfet de la Drôme** qui a été accordée le 26 Octobre 2011 pour pouvoir procéder aux modifications du PLU jugées nécessaires.

### **-1-1-3-Décision de modification du PLU par le Conseil municipal :**

Par délibération du 25 Juillet 2011, le Conseil Municipal de La Bâtie-Rolland a pris la décision de procéder à **une seule modification de son PLU**, en 4 points regroupés dans un seul dossier de modification ; ces derniers ne réduisent aucun zonage ni en agricole ni en naturel et ne portent pas atteinte à l'économie générale du PADD. La procédure de **modification** est donc possible :

**-A- Suppression de la servitude S1 prévue sur la parcelle AA67**, située au Nord du chemin de la Trimonde, et qui portait sur la création de logements adaptés pour personnes âgées et sur la construction de logements locatifs sociaux. Des logements adaptés pour personnes âgées et pour les jeunes ménages font l'objet de la création d'une nouvelle servitude S4. Les logements locatifs sociaux sont aussi prévus sur les parcelles 167 (classée AUa) et 169 (classée AUa1), elles sont situées immédiatement à l'est de l'actuelle servitude S1.

**-B- Création d'une servitude S4 sur la parcelle ZK156** pour la réalisation de logements adaptés pour personnes âgées et/ou de jeunes couples sans enfant ou avec un seul enfant.

**-C - Modification de zonage** consistant à faire évoluer deux parcelles classées **AU** (ZK 153, ZK 156) en **zone AUa** pour donner la possibilité à la commune de réaliser, entre autres, des logements pour personnes âgées et pour les jeunes couples. Les surfaces agricoles ne sont pas touchées par l'ouverture à l'urbanisation.

**-D- Réduction de l'emprise foncière** de la patte d'oie incluse dans l'emplacement réservé R5, et réduction de l'emprise de l'ER5 sur l'ensemble du linéaire (500ml) de 15m à 10m.



## 1-2- LE CONTEXTE

La commune de LA BATIE ROLLAND, d'une superficie de 822 hectares, est située au Sud de la Drôme dans le canton de Marsanne, dans la plaine de la Valdaine.

Son territoire est situé en grande partie entre la rivière du Jabron au Sud et la rivière du Vermenon au Nord.

La commune est traversée par deux voies importantes :

- La RD540 d'Est en Ouest, axe de pénétration reliant Montélimar à Dieulefit
- La RD126 du Nord au Sud

La commune de LA BATIE ROLLAND est située à 10 kilomètres à l'Est de Montélimar et à 51 kilomètres de la Préfecture, Valence. Les communes limitrophes sont :

- La Bégude de Mazenc
- Saint Gervais sur Roubion
- Sauzet
- Bonlieu sur Roubion
- Montboucher sur Jabron
- Puygiron
- La Touche

La commune de LA BATIE ROLLAND fait partie de la Communauté d'Agglomération de MONTE LIMAR - SESAME (Structure d'Equipe ment et de Service de l'Agglomération de Montélimar et Environs).

La commune accueille 913 habitants (INSEE 2008). L'évolution est constante depuis 1968 (en moyenne +1.45% de population / an).

Il existe une absence d'espaces disponibles destinés à la construction **selon le zonage actuel et compatibles avec les projets de la commune.**

28 permis de construire ont été accordés pour les 3 exercices calendaires successifs.

	2009	2010	2011
Nombre de Permis de construire délivrés, base 2009,	10	9	9

## 1-3- LES OBJECTIFS DE LA COMMUNE ET LES MOYENS MIS EN OEUVRE

Les élus de La Bâtie Rolland ont démontré leur capacité à concevoir un projet de développement jusqu'en 2019 environ, soit une vision à 10 ans. Ils ont agi selon les principes définis dans le PADD du PLU de 2009, qui sont pour la commune :

- une politique volontaire de maîtrise de la croissance démographique dans un contexte de pression immobilière qui s'accroît ;
- un recentrage de l'urbanisation au sud du bourg ;
- une volonté d'équilibre entre la croissance de la population et le développement des services
- une contribution à la création d'emplois ;
- une recherche de protection d'un patrimoine environnemental de qualité ;
- une contribution au maintien d'un secteur agricole certes économiquement fragile mais fortement ancré sur le territoire communal.

Aujourd'hui, le temps est venu pour les élus d'adapter le PLU aux constats suivants:

**- une absence d'espaces disponibles destinés à la construction, pour les personnes âgées, ou de jeunes couples, compatibles avec les projets de la commune.**

**- une baisse démographique affectant la tranche d'âge des 3-11 ans**

Ainsi, et pour poursuivre les principes initiaux du PADD, les élus de La Bâtie Rolland ont pour cette modification les objectifs suivants :

- Enrayer la baisse démographique affectant la tranche d'âge 3 – 11 ans qui se matérialise par une baisse des effectifs du groupe scolaire qui est passé de 6 classes en 2006 à 4 classes en 2011 ;
- Offrir des logements adaptés aux personnes âgées, en particulier à des personnes isolées ;
- Offrir des logements à de jeunes couples, notamment des primo-accédants ;
- Développer la mixité sociale ;
- Réduire la surface d'un emplacement réservé pour l'aménagement d'un carrefour qui ne recevra, à terme, que des véhicules légers pour développer l'urbanisation au Sud de la commune.

A ces objectifs, les moyens de mise en œuvre envisagés sont :

1- La suppression de la servitude S1 prévue sur la parcelle AA67 située au Nord du Chemin de Trimonde.

2- La création d'une servitude S4 sur la parcelle ZK156 en vue de la construction de logements adaptés personnes âgées et/ou pour de jeunes couples sans enfant ou avec un enfant au Sud du Chemin de la Trimonde

3- La modification du zonage des parcelles ZK153 et ZK156, actuellement classées AU, pour les rendre constructibles (AUa) ; ces parcelles sont situées au Sud du chemin de la Trimonde.

En effet, si les élus ont bien prévu une nouvelle dimension pour la commune par la création de zones AU, ils s'étaient aussi donné les possibilités de gérer à leur initiative, leur ouverture successive à l'urbanisation, par un classement en AUa.

4- La réduction de l'emplacement réservé R5 pour lequel 1100m<sup>2</sup> ont été prévus à la « patte d'oie » des chemins de la Vignerie et de Jargenette pour l'aménagement d'un carrefour et sur l'ensemble du linéaire (500m) réduction de l'emprise de 15m à 10m.



20 JUIN 2011

CA  
5-

**COMMUNE DE LA BATIE ROLLAND**

**MODIFICATION SIMPLIFIEE n° 1 PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme

**Objet : caractère exécutoire de l'acte**

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 25 mai 2011

Date de transmission au Préfet : 27 mai 2011

Mesures de publicité :

- a) Affichage en mairie : 26 mai 2011
- b) Insertion dans la presse : 31 mai 2011

Contrôle de légalité

Date de la lettre au maire : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire

**31 MAI 2011**

**Le Chef de l'Atelier d'Aménagement,**

**Tanguy QUEINEC**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DE LA DRÔME**

**Commune de LA BÂTIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	14

Date de la convocation
20 mai 2011

Date d'affichage
26 mai 2011

Objet de la délibération
Approbation de la modification simplifiée n° 1 du PLU

**REÇU LE**

**30 MAI 2011**

**MAIRIE**

**EXTRAIT DU REGISTRE**

**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**

**LA BÂTIE ROLLAND**

**Séance du 25 mai 2011**

L'an deux mille onze le vingt cinq du mois de mai à 19 h, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : Mme MORLEVAT  
M. SOULIER  
Mme GILBERT-COLLET  
M. MAGNET  
Mme GORI  
Mme De MASSOUGNES  
M. PASCAL-TERRAS  
M. SCHIRA  
Mme GROSJEAN  
Mme SICOIT

Absent(s) excusé(s) : M. BEYNET procuration à Robert LEOPOLD  
M. ASECIO procuration à P. MAGNET  
M. CHANEAC procuration à Mme De MASSOUGNES

Absent : M. PASCAL Daniel

Secrétaire : Mme De MASSOUGNES

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-13, R 123-20-1, R 123.20-2, R 123-24 et R 123-25 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 janvier 2011 approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;

Entendu les motifs présentés par le Maire ;

Après avoir constaté l'unique observation du public formulée durant la mise à disposition du 20 avril 2011 au 20 mai 2011 inclus ;

Considérant que le projet de modification simplifiée du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.

Après avoir entendu l'exposé précédent, Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

• **DECIDE** d'approuver le dossier de modification simplifiée n°1 du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente ;

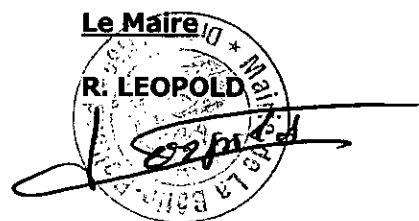
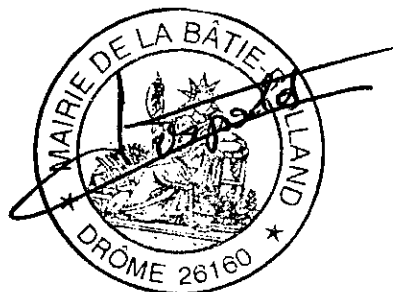
• **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal d'annonces légales ;

• **DIT** que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'urbanisme, le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de La Bâtie Rolland et à la Préfecture de la Drôme aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;

• **DIT** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée du P.L.U., seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal).

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le 26 mai 2011  
et publication ou notification  
du 26 mai 2011





Valence, le

**COMMUNE DE : LA BÂTIE-ROLLAND  
MODIFICATION N° 1 DU PLU**

APPROBATION DE : LA MODIFICATION

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal approuvant la modification en date du  
27 janvier 2011

Date de transmission au Préfet : 14 février 2011

*Mesures de publicité :*

- . Affichage en mairie : 28 janvier 2011
- . Insertion dans la presse : « Le Dauphine » du 07 février 2011
- . Date de la lettre au maire :
- . Observations :

***Date à laquelle la délibération devient  
exécutoire***

**14 mars 2011**

Pour le Chef du Service Aménagement du  
Territoire et Risques  
Le Responsable du Pôle Planification

Copie avec acte :

- Unité Territoriale de : Montélimar

25 FEV. 2011

PREFECTURE DE LA DROME  
2<sup>e</sup> DIRECTION

MAIRIE de LA BATIE ROLLAND  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA DRÔME

Commune de LA BATIE ROLLAND

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
20 janvier 2011

Date d'affichage
28 janvier 2011

Objet de la délibération
Approbation de la modification n° 1 du PLU

14 FEV. 2011

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE  
LA BATIE ROLLAND

Séance du 27 janvier 2011

L'an deux mille onze  
et le vingt sept du mois de janvier  
à 20 h, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué,  
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses  
séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC Mme De MASSOUGNES  
M. SOULIER M. ASENSIO  
Mme GILBERT-COLLET M. PASCAL-TERRAS  
Mme SICOIT M. SCHIRA  
Mme MORLEVAT Mme GROSJEAN

Absent(s) excusé(s) : M. BEYNET procuration M. ASENSIO  
Mme GORI procuration à Mme SICOIT  
M. PASCAL procuration à M. PASCAL-TERRAS  
M. MAGNET procuration à M. SOULIER

Absent : néant

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-13, R 123-19, R 123-24 et R 123-25 ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

**Vu** l'arrêté municipal n° 2010/70 en date du 10 novembre 2010 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°1 du P.L.U.;

**Entendu** les conclusions du commissaire-enquêteur ;

**Considérant** les résultats de la dite enquête et l'état d'avancement des projets initiés par la révision du PLU de février 2009 une modification qui n'affecte pas l'économie générale du projet de modification du P.L.U. est proposée :

- Permutation de l'objet des emplacements réservés S1 et S3. S1 étant affecté à la construction de logements pour personnes âgées et de logements locatifs sociaux et S3 étant affecté à la construction de l'espace médical et de logements locatifs sociaux.

**Considérant** que le projet de modification du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 14 voix POUR, 0 voix CONTRE et 1 ABSTENTION :

- **APPROUVE** la modification mineure telle que décrite ci-dessous :

- Permutation de l'objet des emplacements réservés S1 et S3. S1 étant affecté à la construction de logements pour personnes âgées et de logements locatifs sociaux et S3 étant affecté à la construction de l'espace médical et de logements locatifs sociaux.

- **APPROUVE** le dossier de modification n° 1 du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente ;

- **DEMANDE** à Monsieur le Maire de pourvoir à l'affichage de la présente délibération, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal d'annonces légales ;

- **DEMANDE** à Monsieur le Maire que, conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. modifié soit mis à la disposition du public à la mairie de LA BÂTIE ROLLAND et à la Préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture ;

- **DIT** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du P.L.U., ne seront exécutoires qu'à sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, inscription au R.A.A.).

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

**Abstention : M. Olivier SCHIRA**

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication ou notification du







**ARRETE n°2010/53  
SERVITUDES**

*Portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de La Bâtie Rolland*

**VU** les articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'Urbanisme relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de La Bâtie Rolland du 19 février 2009 approuvant le plan local d'urbanisme ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°10-1269 du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant création d'une zone agricole protégée sur le territoire de la commune de La Bâtie Rolland ;

**VU** le plan et la liste des servitudes d'utilité publique actualisés en date du 2 juillet 2010 ci-annexé ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le plan local d'urbanisme de la commune de La Bâtie Rolland est mis à jour à la date du présent arrêté d'après le dossier ci-joint qui lui est annexé.

**Article 2**

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la Mairie.

**Article 3**

Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

**Article 4**

Copie de cet arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Drôme.

**REÇU LE**

26 JUIL. 2010

Fait à LA BÂTIE ROLLAND, le 22 juillet 2010

MAIRIE de LA BATIE-ROLLAND

**Robert LEOPOLD**  
Le Maire,





## PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Valence, le 1er avril 2010

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS ET DE  
L'ACTION PUBLIQUE  
Bureau des affaires publiques

AFFAIRE SUIVIE PAR :  
G. CHEVALIER

TEL : 04 75 79 28 58  
FAX : 04 75 79 28 55  
✉ : gilbert.chevalier@drome.gouv.fr

### ARRÊTÉ n° 10 - 1269

portant création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP)  
COMMUNE de La Bâtie Rolland

**Le Préfet de la DRÔME**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code Rural et notamment ses articles L 112-2, R 112-1-4 et suivants ;

VU la délibération du conseil municipal de LA BATIE ROLLAND du 13 novembre 2008 par laquelle il sollicite le Préfet de la Drôme pour la création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) sur les parcelles limitrophes à la future zone d'activités intercommunale ;

VU le dossier présenté à l'appui de la demande de création d'une Zone Agricole Protégée sur la commune de LA BATIE ROLLAND ;

VU la décision de la présidente du Tribunal Administratif de Grenoble du 26 août 2009, désignant un commissaire enquêteur ;

VU la consultation des organismes cités à l'article R 112-1-6 du Code Rural ;

VU les avis émis en retour figurant au dossier d'enquête publique ;

VU l'arrêté n° 09-4739 du 16 octobre 2009 portant organisation d'une enquête publique sur le projet durant la période allant du 16 novembre au 18 décembre 2009 inclus ;

VU le rapport et les conclusions motivées en date du 16 janvier 2010 du commissaire enquêteur concluant à un avis favorable ;

VU la délibération du conseil municipal de LA BATIE ROLLAND en date du 11 février 2010, reçue en préfecture de la Drôme le 17 février 2010, sollicitant à l'unanimité la création de la zone agricole protégée ;

CONSIDERANT la nécessité d'harmoniser sur un espace soumis à une forte pression immobilière, d'une part, le développement d'activités industrielles et artisanales et d'autre part, des activités agricoles à haute valeur ajoutée telles que la production de semences ;

CONSIDERANT que l'outil approprié pour le maintien des productions agricoles de qualité réside dans la constitution d'une zone agricole protégée sur les terrains actuels qui ont en outre fait l'objet d'un programme d'équipements d'irrigation ;

CONSIDERANT que la municipalité et les acteurs locaux sont demandeurs de cette solution qui répond aux besoins de protection de spécificités agricoles et qu'il y a lieu d'accéder à la demande de la commune de LA BATIE ROLLAND ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

## AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Une Zone Agricole Protégée (ZAP) est créée sur le territoire de la commune de LA BATIE ROLLAND sur l'espace délimité au plan de délimitation parcellaire ci-annexé.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté créant la Zone Agricole Protégée et son plan annexé seront affichés un mois en mairie de LA BATIE ROLLAND et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Ils seront tenus à la disposition du public en Préfecture de la Drôme et en mairie de LA BATIE ROLLAND. Mention sera en outre insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Grenoble, place de Verdun, dans un délai de deux mois suivant l'exécution de l'ensemble des formalités de publication prévues à l'article 2.

**ARTICLE 4 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme et Monsieur le Maire de LA BATIE ROLLAND, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le 1<sup>er</sup> AVR. 2010  
Le Préfet,

Pour copie conforme  
L'Adjointe au Chef de Bureau

  
Isabelle VERILHAC

Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale


  
Marie-Paule BARDECHE



**LA BATIE ROLLAND**  
Zone agricole protégée (ZAP)  
***Plan de délimitation parcellaire***

Valence, le 1<sup>er</sup> AVR. 2010

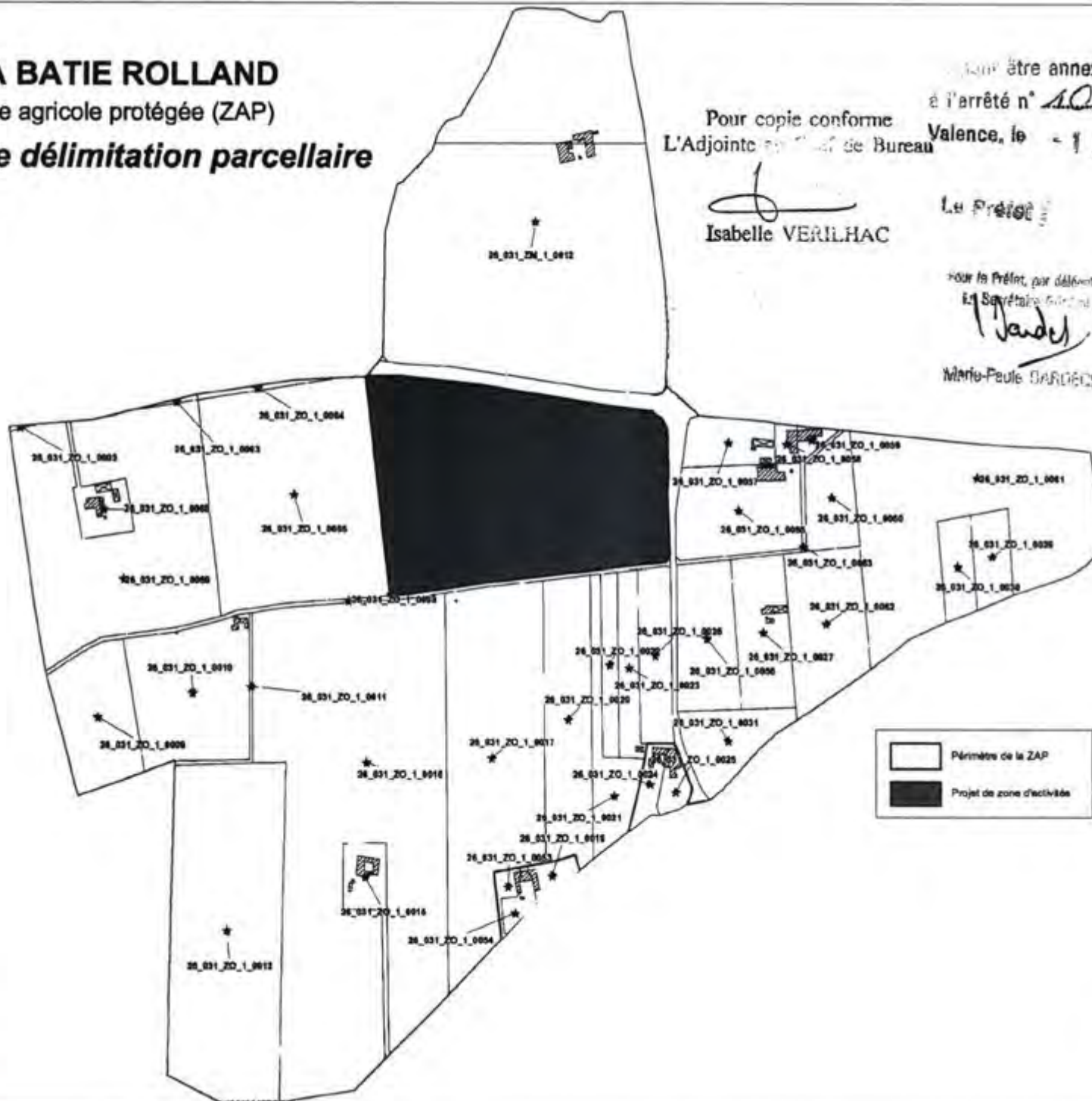
Pour copie conforme  
L'Adjointe au Chef de Bureau

  
Isabelle VERILHAC

**Le Prestige**

Le Secrétaire Général

Mario-Paule SARDECHÉ



Echelle : 1cm = 0,05 km

Sources : SDON - BD PARCELLAIRE version 1.1,  
Réalisation : D.D.A.F. de la Drôme - CLION - Juin 2009



Valence, le 24/03/09

**COMMUNE DE LA BATIE ROLLAND**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME**

APPROBATION DE : LA REVISION DU PLU

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 19 février 2009

Date de transmission au Préfet : 26 février 2009

Mesures de publicité :

- a) Affichage en mairie : le 1er mars 2009
- b) Insertion dans la presse : « Le Dauphiné Libéré » du 02 mars 2009  
et « Drôme Hebdo » du 27 février 2009
- c) insertion au recueil des actes administratifs :


Contrôle de légalité

Date de la lettre au maire :

- Date à laquelle la délibération devient exécutoire	<b>26 mars 2009</b>
--	---------------------

Copie avec acte :

- Subdivisionnaire de : Montélimar
- SAR / SAR/AA

  
T. CHENET

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
12 février 2009

Date d'affichage
20 février 2009

Objet de la délibération
Délimitation du droit d'exercice du DPU

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

Séance du 19 février 2009

L'an deux mille neuf  
et le dix neuf du mois de février  
à 19h30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convocqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC  
M. SOULIER  
Mme GILBERT-COLLET  
Mme MORLEVAT  
Mme GORI  
Mme De MASSOUGNES  
M. ASECIO  
M. PASCAL-TERRAS  
M. MAGNET  
M. SCHIRA

Absent(s) excusé(s) : M. PASCAL procuration à Philippe MAGNET  
M. BEYNET procuration à Robert LEOPOLD  
Mme GROSJEAN procuration à Mme De MASSOUGNES  
Mme SICOIT à Miche SOULIER

Absent : néant

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions relatives au Droit de  
Préemption Urbain (DPU), à savoir : le Conseil Municipal peut décider d'instituer le DPU  
conformément aux textes en vigueur sur la totalité des zones urbaines (Zone U) et  
d'urbanisation future (Zone AU) du territoire communal ou sur certaines parties d'entre elles  
seulement.

**VU** les articles L 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**VU** les articles R 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 approuvant la révision du  
plan local d'urbanisme.

Après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal, par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

\* **DECIDE** d'instituer un droit de Préemption Urbain sur la totalité des zones  
classées U et AU telles que délimitées sur la carte graphique dite du « Droit d'exercice du  
DPU » jointe au Plan Local d'Urbanisme adopté par délibération du Conseil Municipal du 19  
février 2009 et annexée à la présente délibération ;

\* **DONNE** délégation au Maire, conformément à l'article L 2122.22-15 du Code  
Général des Collectivités Territoriales pour l'exercice du DPU sur le périmètre défini au plan  
ci-joint

\* **CHARGE** Monsieur le Maire d'envoyer la présente délibération et la carte  
graphique d'accompagnement :

- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux ;
- au Conseil Supérieur du Notariat ;
- à la Chambre Départementale des Notaires ;
- au greffe du Tribunal de Grande Instance de Valence ;
- aux barreaux constitués près du tribunal de Grande Instance de Valence

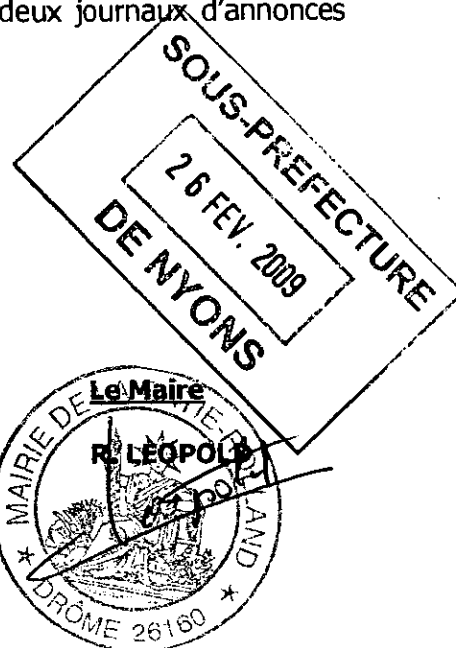


La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet de la Drôme. Elle deviendra exécutoire lorsque toutes les formalités suivantes seront réalisées :

- 1) Affichage pendant un mois de la délibération, le point de départ étant celui du 1<sup>er</sup> jour de l'affichage.
- 2) Accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article R 211.2 du Code de l'Urbanisme par la mention de la présente délibération dans deux journaux d'annonces légales du département de la Drôme

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
12 février 2009

Date d'affichage
20 février 2009

Objet de la délibération
Approbation du PLU et du SGA

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 19 février 2009**

L'an deux mille neuf  
et le dix neuf du mois de février  
à 19h30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC  
M. SOULIER  
Mme GILBERT-COLLET  
Mme MORLEVAT  
Mme GORI  
Mme De MASSOUGNES  
M. ASENSIO  
M. PASCAL-TERRAS  
M.MAGNET  
M. SCHIRA

Absent(s) excusé(s) : M. PASCAL procuration à Philippe MAGNET  
M. BEYNET procuration à Robert LEOPOLD  
Mme GROSJEAN procuration à Mme De MASSOUGNES  
Mme SICOIT à Miche SOULIER

Absent : néant

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 15 avril 2003 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les  
modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

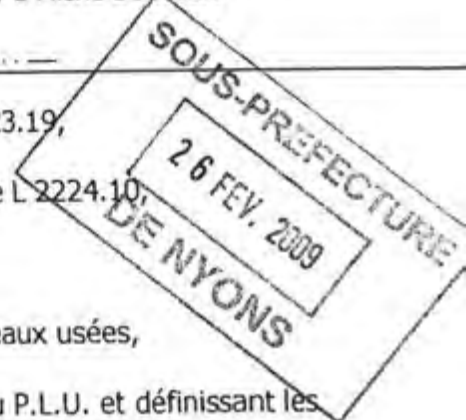
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 avril 2008 arrêtant le projet de révision  
du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire en date du 4 août 2008 soumettant à enquête publique le projet de PLU  
arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées  
ainsi que le Zonage Assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur datés du 6 novembre  
2008 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 modifiant le projet de  
révision du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des  
personnes publiques associées,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 modifiant le projet du SGA  
arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,



Considérant que le projet de révision du P.L.U. et le Zonage Assainissement tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la loi sur l'eau.

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

- **DECIDE** d'approuver le PLU et le Zonage Assainissement, tels qu'ils sont annexés à la présente,
- **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire :
  - \* dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
  - \* après accomplissement des mesures de publicité

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du





**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT**  
**de la DRÔME**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
11 avril 2003

Date d'affichage
14 avril 2003

Objet de la délibération
Révision du PLU

**EXTRAIT du REGISTRE**  
**des DELIBERATIONS de**  
**LA BÂTIE ROLLAND**

**Séance du 17 avril 2003.**

L'an deux mille trois  
et le dix sept du mois de avril  
à 20 heures 30 minutes, le Conseil municipal de La Bâtie Rolland, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de  
séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

**Présents :**

M. CHAREYRE	Mme GREGOIRE
Mme De MASSOUGNES	Mme GILBERT-COLLET
M. GAGLIARDI	Mme GORI
M. SOULIER	Mme BADEL
M. PASCAL-TERRAS	Mme RIOU
M. GAYTE	M. DHONDT
M. ASENCIO	

**Absent(s) excusé(s) :**  
Mme BOCON mandat à Monsieur Robert LEOPOLD  
**Secrétaire de séance :** Mme GILBERT-COLLET

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que la révision du PLU (ex-POS) est nécessaire pour les raisons suivantes :

- ☞ la raréfaction des terrains constructibles sur la commune ;
- ☞ l'absolue nécessité de sécuriser la traversée du village ;
- ☞ l'obligation légale de réaliser, avant fin 2005, le Schéma Général d'Assainissement ;
- ☞ la prise en compte des risques naturels imposée par la loi ;
- ☞ l'évolution des besoins en termes d'équipements et d'espaces publics ;
- ☞ la définition d'une politique de l'habitat en lien avec la pénurie de logements, notamment sociaux ;
- ☞ la nécessaire adaptation des équipements collectifs pour prendre en compte de nouvelles politiques de la famille (halte-garderie, crèche, Centre de Loisirs Sans Hébergement) et le vieillissement de la population (portage de repas à domicile, maintien à domicile et/ou lieux d'accueil des personnes âgées) ;
- ☞ l'accroissement de la population sur la commune ;
- ☞ l'évolution du paysage agricole avec maintien des superficies travaillées mais vieillissement et réduction de la population active.

Considérant que le POS a été publié le 04 mai 1990 et approuvé en conseil municipal du 04 janvier 1991 et qu'il y a lieu :

- ☞ de le réviser sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles R 123.1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- ☞ d'associer des personnes publiques de l'État à l'élaboration de cette révision, conformément à l'article L 123.7 du Code de l'Urbanisme ;
- ☞ de définir les modalités d'information et de concertation de la population, conformément à l'article L 300.2 du Code de l'Urbanisme.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal :

- ☞ de prescrire la révision du PLU (ex-POS) sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L. 123-6 à L123.12 du Code de l'Urbanisme ;
- ☞ que les modalités d'information et de concertation de la population reposent sur : article de presse, article dans le bulletin municipal, réunion publique, exposition, affichage en



mairie, consultation en mairie du dossier "révision du POS", permanence avec Monsieur le Maire, les Adjoints et les élus en charge du dossier. Ces élus constituent la commission municipale "Révision du POS" chargée de déterminer et d'arrêter le contenu du futur Plan Local d'Urbanisme. Cette commission pourra être transformée en commission extra municipale par délibération du conseil municipal.

☞ qu'un débat ait lieu en conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) conformément aux dispositions des articles L 123.9 et L 123.1 au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU ;

☞ de solliciter, conformément à l'article L 121.7 du Code de l'Urbanisme, la mise à disposition gratuite des services de la Direction Départementale de l'Équipement pour assurer la conduite et le suivi de la procédure de révision du PLU (ex-POS) ;

☞ de donner pouvoir au Maire, après information en conseil municipal, pour choisir un cabinet d'urbanisme chargé de la révision du PLU (ex-POS) ;

☞ d'autoriser le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration de la révision du PLU (ex-POS) ;

☞ de solliciter auprès de l'État, conformément au décret 83-1122 du 22-12-1983, la Dotation Générale Décentralisée en Urbanisme pour couvrir pour partie les frais d'études et matériels nécessaires à la révision du POS et à sa transformation en PLU ;

☞ que les dépenses afférentes au financement de la révision du PLU (ex-POS) soient inscrits au budget 2003 et suivants si nécessaire.

Conformément à l'article L 123.6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet et notifiée à :

- ☞ Madame la Présidente du Conseil régional Rhône-Alpes ;
- ☞ Monsieur le Président du Conseil Général de la Drôme ;
- ☞ Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme ;
- ☞ Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de la Drôme ;
- ☞ Monsieur le Président de la Chambre des Métiers de Montélimar ;
- ☞ Mesdames et Messieurs les Présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale directement concernés ;
- ☞ Monsieur le Président de l'EPCI en charge du SCOT ;
- ☞ Mesdames et Messieurs les Maires des communes limitrophes.

Enfin, conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et au lieu habituel des affichages municipaux durant un mois ainsi que d'une insertion dans un journal diffusé sur l'ensemble du département de la Drôme.

Cette délibération est votée par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION.

**Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.**



**PUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DÉPARTEMENT DE LA DRÔME**

**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	14	14

Date de la convocation
10 février 2006

Date d'affichage
17 février 2006

Objet de la délibération
Révision du PLU

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 16 février 2006**

L'an deux mille six  
et le 16 du mois de février  
à 20 heures30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de  
ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHAREYRE  
M. SOULIER  
Mme GORI  
Mme GILBERT-COLLET  
M. PASCAL-TERRAS  
Mme BADEL  
Mme De MASSOUGNES  
Mme RIOU  
M. GAYTE  
Mme GREGOIRE  
M. DHONDT

Absent(s) excusé(s) : Mlle BOCON Suppléant : R. LEOPOLD  
M. ASECIO Suppléant : Mme RIOU

Absent : Néant  
Secrétaire : M. SOULIER Michel

Le conseil municipal considérant :

- 1- que depuis 2003, année de lancement de la révision du PLU, trois années se sont écoulées sans avancées notoires de cet important dossier dont la concrétisation est aujourd'hui une absolue nécessité au développement de la commune ;
- 2- que ce retard est dû à la réflexion sur la réservation, dans le cadre du PLU, d'un fuseau foncier pour la réalisation éventuelle d'un contournement routier du bourg à l'horizon de 12 à 15 ans ;
- 3- que ce travail de réflexion demandera encore beaucoup de temps pour finaliser ce projet ;
- 4- que l'horizon prévisionnel de réalisation d'une déviation à 12 ou 15 ans n'implique pas aujourd'hui le lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique (dont le délai de validité est limitée à 2 fois 5 ans) ce qui n'a pas permis de justifier l'inscription de cet aménagement au PLU comme une nécessité immédiate.

Aussi, pour ne pas pénaliser plus longtemps la révision du PLU qui est un enjeu majeur pour l'avenir de la commune à court et moyen terme, et pour ne pas alourdir inutilement les coûts, le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 1 ABSTENTION, **DECIDE** :

- de ne pas inscrire de fuseau foncier dans le cadre de la révision du PLU ;
- de conserver les études qui ont été réalisées. Elles montrent la faisabilité actuelle du projet de contournement routier et seront très utiles lorsqu'une déviation de la commune sera vitale pour l'aménagement de son territoire ;
- de demander aux services concernés, des études hydrogéologiques nouvelles pour actualiser, si nécessaire, le périmètre de la zone de captage d'alimentation en eau potable de la Tour ;



- de demander aux services de la DDE un comptage permanent des flux de véhicules sur la D 540 afin de disposer de données objectives d'évolution du trafic ;
- de demander au cabinet en charge de la révision du PLU de procéder, en étroite collaboration avec la commission municipale d'urbanisme, et dans les meilleurs délais, à la rédaction des documents d'urbanisme de la commune en choisissant en matière d'urbanisation, la partie sud du village. En effet, ce secteur de la commune présente de nombreux atouts :
  - le réseau d'assainissement collectif est en place ;
  - la poursuite du développement historique du village doit se faire vers le sud faisant ainsi de cette zone «le cœur naturel» du bourg bénéficiant de surcroît d'une bonne exposition ;
  - les accès à l'école, à la mairie, à la poste, à l'église, à la salle des fêtes, à l'aire de loisirs sont sécurisés puisque sans traversée de la RD 540 ;
  - les réseaux d'eau potable, d'électricité et de téléphone sont d'un maillage dense.

En conclusion, le conseil municipal est conscient que :

- l'inscription d'un fuseau foncier eût été un acte pertinent de gestion prévisionnelle de l'aménagement du territoire mais que, pour les raisons évoquées, elle n'a pas pu se concrétiser ;
- le choix de développement de l'urbanisation au sud du bourg impliquera de fait, si la réalisation d'une déviation devient inéluctable, une unique solution : le passage par le nord.

Jusqu'à ce jour, beaucoup trop de temps et d'énergie ont été consacrés au seul dossier du contournement routier au détriment d'avancées significatives des autres dossiers (SGA et PLU). Il est donc urgent :

- de réactiver le travail relatif au Schéma Général d'Assainissement pour une présentation à l'enquête publique courant 2006 ;
- de demander au cabinet en charge du dossier de révision du PLU qu'il présente à la commission municipale ad hoc, dans les meilleurs délais, un projet de zonage de la commune et tous documents y afférents.

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le 17.02.06  
et publication ou notification  
du 12.02.06



22 SEP. 2006

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**MAIRIE de LA BATIE ROLLAND**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

Séance du 14 septembre 2006

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	14	13

Date de la convocation
5 septembre 2006

Date d'affichage
15 septembre 2006

Objet de la délibération
Approbation du PADD

L'an deux mille six et le quatorze du mois de septembre  
à 20 heures 30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de  
ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHAREYRE  
Mme RIOU  
Mme GILBERT-COLLET  
M. PASCAL-TERRAS  
Mme GREGOIRE  
Mme De MASSOUGNES  
Mme GORI  
M. ASECIO  
Mme BADEL

Absent(s) excusé(s) : M. DHONDT procuration à André CHAREYRE  
M. SOULIER procuration à Chantal RIOU  
M. GAYTE procuration à Robert LEOPOLD

Absente : Mlle BOCON

Secrétaire : Mme Dany BADEL

Monsieur le Maire présente et commente les objectifs et les 6 axes du projet de PADD.

Les objectifs mis en œuvre se déclinent ainsi :

- une politique volontaire de maîtrise de la croissance démographique dans un contexte de pression immobilière qui s'accroît ;
- un recentrage de l'urbanisation au sud du bourg ;
- une volonté d'équilibre entre la croissance de la population et le développement des services ;
- une contribution à la création d'emplois ;
- une recherche de protection d'un patrimoine environnemental de qualité ;
- une contribution au maintien d'un secteur agricole certes économiquement fragile mais fortement ancré sur le territoire communal.

Les 6 axes se déclinent ainsi :

- Axe 1 : Maîtriser la croissance démographique
- Axe 2 : Réduire la consommation d'espace et diversifier l'offre
- Axe 3 : Étendre le village en direction du Sud
- Axe 4 : Développer la vie économique
- Axe 5 : Favoriser l'activité agricole
- Axe 6 : Protéger un environnement de qualité

Monsieur le Maire rappelle que ce PADD est le fruit d'un travail regroupant quasiment toute l'équipe municipale qui, au fil des réunions, et en s'appuyant sur la technicité du cabinet Architecte et Urbanisme en charge de la révision du PLU, a rédigé le projet de PADD dont tous les conseillers municipaux ont reçu un exemplaire.

Ce document sera présenté à la population dans une réunion de concertation publique le mercredi 4 octobre 2006 à 18h30 à l'ERA, à laquelle tous les administrés vont être invités par courrier individuel. Ensuite, ce document sera présenté aux services associés le mercredi 18 octobre 2006 à 9h30 en mairie.

Après avoir entendu l'exposé précédent, Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

\* **APPROUVE** le projet de PADD.

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du





**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 12-07-2007**

**NOMBRE de MEMBRES**

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	14	14

**Date de la convocation**

7 juillet 2007

**Date d'affichage**

13 juillet 2007

**Objet de la délibération**

Arrêt de la révision du PLU

L'an deux mille sept  
et le douze du mois de juillet,  
à 19 heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de  
ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents :

M. CHAREYRE

M. SOULIER

Mme GORI

Mme GILBERT-COLLET

M. PASCAL-TERRAS

Mme De MASSOUGNES

Mme RIOU

M. GAYTE

M. ASENSIO

Mlle BOCON

Absent(s) excusé(s) : Mme GREGOIRE procuration à M. LEOPOLD  
Mme BADEL procuration à M. CHAREYRE  
M. DHONDT procuration à Mme RIOU

Absent : Néant

Secrétaire : Michel SOULIER

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles la révision du P.L.U. a été élaborée et à  
quelle étape de la procédure le projet se situe. Il présente le projet de révision du P.L.U.

Vu la délibération en date du 15 AVRIL 2003 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de  
concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et notamment le rapport de présentation, le projet  
d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement, le règlement et ses  
documents graphiques associés et les annexes ;

Vu la réunion publique de concertation du 4 octobre 2006 sur le thème du PADD qui a débouché sur la mise  
de mise à disposition d'un exemplaire du PADD (document papier ou envoi électronique) durant un mois, à  
tout administré qui en a formulé la demande,

Vu le cahier des remarques sur lequel les administrés ont apposé des observations,

Vu les 6 réunions tenues par la Commission Municipale de Révision du PLU à laquelle participaient tous les  
conseillers municipaux,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire ;

Considérant que le projet de révision du P.L.U. est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques  
associées à son élaboration.



Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal par 14 VOIX POUR, 0 VOIX CONTRE et 0 ABSTENTION

- **ARRETE** le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LA BATIE qu'il est annexé à la présente délibération ;
- **PRECISE** que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme sera communiqué pour
  - Préfet,
  - Président du Conseil Régional ;
  - Président du Conseil Général ;
  - Représentants des chambres consulaires (Métiers, Commerce et Industrie, Agriculture)
  - Président de Montélimar-Sésame compétent en matière de PLH.

ainsi qu'à leur demande au :

- Présidents des EPCI voisins compétents
  - Maires des communes voisines.
- 
- **INDIQUE** que la délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le d  
disposition.

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du

*[Handwritten signatures and initials]*



17 AVR. 2008

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**

**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
04 avril 2008

Date d'affichage
11 avril 2008

Objet de la délibération
Arrêt de la révision du PLU

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**

**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 10-04-2008**

L'an deux mille huit  
et le 10 du mois d'avril

à 19 heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents :	M. CHANEAC	Mme De MASSOUGNES
	M. SOULIER	Mme GROSJEAN
	Mme GILBERT-COLLET	M. PASCAL-TERRAS
	Mme MORLEVAT	Mme SICOIT
	M. PASCAL	M. SCHIRA
	M. ASECIO	M. MAGNET
		M. BEYNET

Absent(s) excusé(s) : Néant

Absent : néant

Secrétaire : Mme GORI

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles la révision du P.L.U. a été  
élaborée et à quelle étape de la procédure le projet se situe. Il présente le projet de révision du P.L.U.

Vu la délibération en date du 15 AVRIL 2003 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités  
de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et notamment le rapport de présentation, le projet  
d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement, le règlement et ses  
documents graphiques associés et les annexes ;

Vu la réunion publique de concertation du 4 octobre 2006 sur le thème du PADD qui a débouché sur la  
mise de mise à disposition d'un exemplaire du PADD (document papier ou envoi électronique) durant un  
mois, à tout administré qui en a formulé la demande,

Vu le cahier des remarques sur lequel les administrés ont apposé des observations.

Vu les 6 réunions tenues par la Commission Municipale de Révision du PLU à laquelle participaient tous  
les conseillers municipaux,

Vu l'avis défavorable rendu par Monsieur le Préfet de la Drôme en date du 25 octobre 2007 au projet  
arrêté en séance du conseil municipal du 12 juillet 2007 ;

Vu la prise en compte par la Commission de Révision du PLU de toutes les observations formulées par  
Monsieur le Préfet, à l'exception de la modification de l'emplacement de la zone d'activités  
intercommunale dont la localisation initiale, à savoir la parcelle ZO 67, est maintenue et a été confirmée  
par délibération du 15 février 2008 ;

Vu la réunion du 10 janvier 2008 initiée par Monsieur le Sous Préfet de Nyons sur le projet de zone  
d'activités intercommunale et notamment son emplacement ;



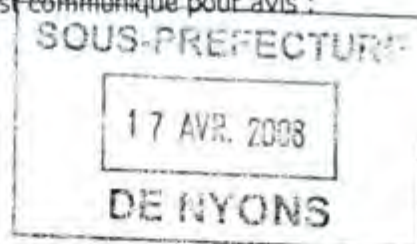
Vu la rencontre, en sous préfecture de Nyons, entre Monsieur le Maire et Monsieur le Sous Préfet de Nyons en date du 4 février 2008 qui a permis de préciser les modalités de poursuite de la procédure de révision du PLU ;

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Municipal par 15 VOIX POUR, 0 VOIX CONTRE et 0 ABSTENTION**

- **ARRETE** le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LA BATIE ROLLAND ;
- **PRECISE** que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme est communiqué pour avis :
  - à Monsieur le Préfet,
  - au Président du Conseil Régional Rhône-Alpes,
  - au Président du Conseil Général de la Drôme ;
  - aux représentants des Chambres Consulaires ;



et sera adressé sur leur demande aux :

- Présidents des EPCI voisins compétents
  - Maires des communes voisines.
- **INDIQUE** que la délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier mis à disposition.

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du



TR

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
12 février 2009

Date d'affichage
20 février 2009

Objet de la délibération
Approbation du PLU et du SGA

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

Séance du 19 février 2009



L'an deux mille neuf  
et le dix neuf du mois de février  
à 19h30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC  
M. SOULIER  
Mme GILBERT-COLLET  
Mme MORLEVAT  
Mme GORI  
Mme De MASSOUGNES  
M. ASECIO  
M. PASCAL-TERRAS  
M. MAGNET  
M. SCHIRA

Absent(s) excusé(s) : M. PASCAL procuration à Philippe MAGNET  
M. BEYNET procuration à Robert LEOPOLD  
Mme GROSJEAN procuration à Mme De MASSOUGNES  
Mme SICOIT à Miche SOULIER

Absent : néant

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 15 avril 2003 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 avril 2008 arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire en date du 4 août 2008 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi que le Zonage Assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur datés du 6 novembre 2008 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 modifiant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 modifiant le projet du SGA arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Considérant que le projet de révision du P.L.U. et le Zonage Assainissement tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la loi sur l'eau.

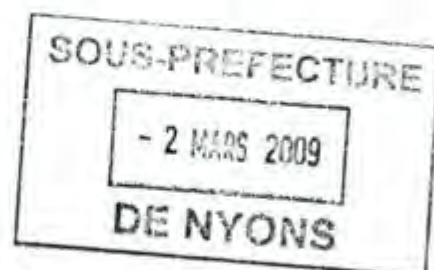
Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

- **DECIDE** d'approuver le PLU et le Zonage Assainissement, tels qu'ils sont annexés à la présente,
- **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire :
  - \* dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
  - \* après accomplissement des mesures de publicité

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du





**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
12 février 2009

Date d'affichage
20 février 2009

Objet de la délibération
Délimitation du droit d'exercice du DPU

**EXTRAIT du REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

Séance du 19 février 2009



L'an deux mille neuf  
et le dix neuf du mois de février  
à 19h30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC  
M. SOULIER  
Mme GILBERT-COLLET  
Mme MORLEVAT  
Mme GORI  
Mme De MASSOUGNES  
M. ASECIO  
M. PASCAL-TERRAS  
M. MAGNET  
M. SCHIRA

Absent(s) excusé(s) : M. PASCAL procuration à Philippe MAGNET  
M. BEYNET procuration à Robert LEOPOLD  
Mme GROSJEAN procuration à Mme De MASSOUGNES  
Mme SICOIT à Miche SOULIER

Absent : néant

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions relatives au Droit de Prémption Urbain (DPU), à savoir : le Conseil Municipal peut décider d'instituer le DPU conformément aux textes en vigueur sur la totalité des zones urbaines (Zone U) et d'urbanisation future (Zone AU) du territoire communal ou sur certaines parties d'entre elles seulement.

**VU** les articles L 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**VU** les articles R 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 approuvant la révision du plan local d'urbanisme.

Après en avoir délibéré,  
le Conseil Municipal, par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

\* **DECIDE** d'instituer un droit de Prémption Urbain sur la totalité des zones classées U et AU telles que délimitées sur la carte graphique dite du « Droit d'exercice du DPU » jointe au Plan Local d'Urbanisme adopté par délibération du Conseil Municipal du 19 février 2009 et annexée à la présente délibération ;

\* **DONNE** délégation au Maire, conformément à l'article L 2122.22-15 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'exercice du DPU sur le périmètre défini au plan ci-joint

\* **CHARGE** Monsieur le Maire d'envoyer la présente délibération et la carte graphique d'accompagnement :

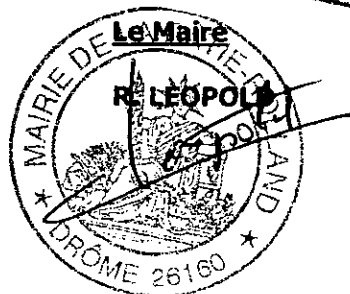
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux ;
- au Conseil Supérieur du Notariat ;
- à la Chambre Départementale des Notaires ;
- au greffe du Tribunal de Grande Instance de Valence ;
- aux barreaux constitués près du tribunal de Grande Instance de Valence

La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet de la Drôme. Elle deviendra exécutoire lorsque toutes les formalités suivantes seront réalisées :

- 1) Affichage pendant un mois de la délibération, le point de départ étant celui du 1<sup>er</sup> jour de l'affichage.
- 2) Accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article R 211.2 du Code de l'Urbanisme par la mention de la présente délibération dans deux journaux d'annonces légales du département de la Drôme

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
12 février 2009

Date d'affichage
20 février 2009

Objet de la délibération
Approbation du PLU et du SGA

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

**Séance du 19 février 2009**

L'an deux mille neuf  
et le dix neuf du mois de février  
à 19h30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convocqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC  
M. SOULIER  
Mme GILBERT-COLLET  
Mme MORLEVAT  
Mme GORI  
Mme De MASSOUGNES  
M. ASECIO  
M. PASCAL-TERRAS  
M. MAGNET  
M. SCHIRA

Absent(s) excusé(s) : M. PASCAL procuration à Philippe MAGNET  
M. BEYNET procuration à Robert LEOPOLD  
Mme GROSJEAN procuration à Mme De MASSOUGNES  
Mme SICOIT à Miche SOULIER

Absent : néant

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 15 avril 2003 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les  
modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 avril 2008 arrêtant le projet de révision  
du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire en date du 4 août 2008 soumettant à enquête publique le projet de PLU  
arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées  
ainsi que le Zonage Assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur datés du 6 novembre  
2008 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 modifiant le projet de  
révision du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des  
personnes publiques associées,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 modifiant le projet du SGA  
arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,





Considérant que le projet de révision du P.L.U. et le Zonage Assainissement tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la loi sur l'eau,

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION



- **DECIDE** d'approuver le PLU et le Zonage Assainissement, tels qu'ils sont annexés à la présente,
- **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire :
  - \* dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
  - \* après accomplissement des mesures de publicité

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du



5/P26

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
12 février 2009

Date d'affichage
20 février 2009

Objet de la délibération
Approbation des modifications apportées au PLU et au SGA après enquête publique

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

Séance du 19 février 2009



L'an deux mille neuf  
et le dix neuf du mois de février  
à 19h30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC Mme De MASSOUGNES  
M. SOULIER M. ASENSIO  
Mme GILBERT-COLLET M. PASCAL-TERRAS  
Mme MORLEVAT M. MAGNET  
Mme GORI M. SCHIRA

Absent(s) excusé(s) : M. PASCAL procuration à Philippe MAGNET  
M. BEYNET procuration à Robert LEOPOLD  
Mme GROSJEAN procuration à Mme De MASSOUGNES  
Mme SICOIT à Miche SOULIER

Absent : néant

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,  
Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,  
Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 15 avril 2003. prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les  
modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 avril 2008 arrêtant le projet de révision  
du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire en date du 4 août 2008 soumettant à enquête publique le projet de PLU  
arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées  
ainsi que le Zonage Assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur datés du 6 novembre  
2008,

Vu les rectifications validées par la commission de travail (DDE, DDAF, Chambre d'Agriculture  
et Commune) du 22 janvier 2009 et qui a abouti à la rédaction du document annexé intitulé  
« Rectifications opérées à la suite de l'enquête publique et de la réunion du 22 janvier 2009  
avec l'Etat et les services associés »

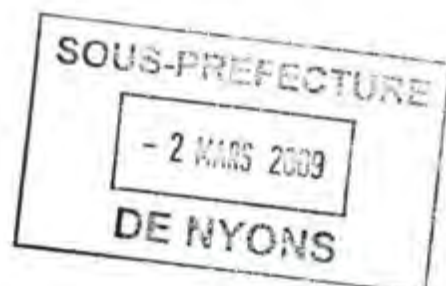
Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

- **DECIDE** de modifier le projet de PLU soumis à l'enquête publique sur les points suivants portés au document intitulé : « Rectifications opérées à la suite de l'enquête publique et de la réunion du 22 janvier 2009 avec l'Etat et les services associés »
- **DECIDE** de modifier le projet de Zonage Assainissement sur les points suivants :
  - rectification de la superficie de la zone artisanale telle que portée par erreur à 14 ha sur la carte graphique du SGA, afin de la ramener à 8 ha
  - réalisation non pas d'une seule carte graphique mais de deux cartes graphiques : l'une au 1/5000<sup>e</sup> et l'autre au 1/2500<sup>e</sup>
- **DEMANDE** à M. le Maire de mettre au point le dossier définitif de PLU et de zonage assainissement en vue de son approbation définitive

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du





## REVISION du PLU

### Rectifications opérées à la suite de l'enquête publique et de la réunion du 22 janvier 2009 avec l'Etat et ses services associés

#### 1- Remarques de l'Etat et de ses services associés

Observations	Effets
Reporter sur le document graphique la disposition imposant au moins 10 % de logements locatifs sociaux en zone AUa	Un tramage spécifique a été réalisé sur les documents graphiques En p 38 du Rapport de Présentation : « <i>Ainsi, au moins 10 % des logements créés....</i> » a été inséré - Idem en page 66 du même document
Le COS de la zone AUa1 (de 0,20) est jugé insuffisant pour assurer de la mixité sociale	P 50 du Règlement : La mention « <i>Elle comprend les secteurs AUa1 et AUa2</i> » a été portée P 59 du Règlement, une rectification a été opérée : « <i>« Dans les secteurs AUa1 et AUa2, le COS du sol est égal à 0,30. »</i> »
Insérer un tramage du risque feu de forêt sur les documents graphiques	La DDAF a fourni la carte du risque « Feu de Forêt » qui a permis la mise en place de tramages spécifiques portés aux documents graphiques.
Insérer la réglementation relative à l'emploi du feu	
Les Bâtiments n°7 et 16 n'ont pas à être répertoriés en application de l'article L123-3-1 du Code de l'Urbanisme	Au Rapport de Présentation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les bâtiments n°7 et 16 ont été sortis du répertoire</li> <li>• une rectification de la numérotation des documents graphiques et des pages a été réalisée</li> </ul>
TROIS bâtiments d'exploitation agricole sont classés en zone N alors qu'ils devraient être classés en zone A	Ces bâtiments ont été repérés et reclassés en zone A
Nature du nouvel assainissement autonome en zone d'activités future	La mention suivante a été insérée au Rapport de Présentation en p 72 : « <i>Une étude comparative est en cours pour l'assainissement de la ZA. Elle porte sur 3 scénarii : 1- La ZA est connectée à la future STEP ; 2- la ZA et la commune sont connectées au réseau d'assainissement de Montélimar via un branchement sur le réseau de Montboucher ; 3- la ZA seule est connectée sur la STEP de Montélimar, les eaux usées domestiques restant branchées sur la future STEP à FPR. Au vu des aspects techniques, de coûts (d'investissement et de fonctionnement) et d'incidences sur la redevance d'assainissement une décision sera prise prochainement par le conseil municipal. Ainsi, quelque soit le scénario retenu, la ZA sera branchée à l'assainissement collectif.</i> »

La construction de piscine en zone A est interdite alors que le Règlement l'autorise	Au Règlement en p 71 et au paragraphe A2 : l'alinéa autorisant les piscines est supprimé
Aucune mention des sièges d'exploitation ne figure sur les documents graphiques	Une nouvelle carte comportant les sièges d'exploitation a été incorporée au Rapport de Présentation
Une modification est à apporter au dernier paragraphe de la page 11 du PADD	Modification apportée : « Ainsi, dans les anciennes exploitations agricoles, des possibilités de changement de destination d'un bâtiment agricole pourront être opérées sous condition du respect d'un certain nombre de contraintes réglementaires. » puis le 2 <sup>ème</sup> alinéa a été supprimé.
A la page 67 du Rapport de présentation, revoir le terme « activité agricole »	Ce terme a été remplacé par « exploitation agricole »
A la page 3 du Règlement, la mention « Titre IV » est erronée	La mention a été remplacée par « Titre IV et V »
A la demande de la DDAF, le 3 <sup>ème</sup> alinéa de l'article A2, point 1) du règlement doit être réécrit conformément à la Charte départementale "Pour une meilleure prise en compte de l'Agriculture dans la gestion du foncier et de l'urbanisme"	Cet alinéa est remplacé par : « les constructions doivent s'implanter à proximité immédiate du siège d'exploitation de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation, et ce sauf contrainte technique ou réglementaire ou cas exceptionnels dûment justifiés »

## 2- Remarques des administrés formulées au cours de l'enquête publique

Noms	Parcelles concernées	Demandes formulées	Éléments de réponses
RAYNE Marc	Servitude S1	Eventuellement OK pour 2 000 m <sup>2</sup> d'espaces réservés mais pas pour 3 700 m <sup>2</sup>	La superficie de l'espace réservé a été maintenue à environ 3 700 m <sup>2</sup> et 2 zones indépendantes l'une de l'autre (dénommées AUa1A et AUa1B) ont été créées. Les conséquences rédactionnelles (en page 66 du Rapport de Présentation) ont été opérées.
FAURE Denis et Hélène	ZC132 et 167	Le découpage en zone A et zone N se fait au travers de leur propriété : demande tout en N	Le tracé a été rectifié afin que toute la propriété soit en zone N

## 3- Remarques du commissaire enquêteur

- **Le Classement de la ZA en AUi est à préférer au classement originel en AUai :** le classement en zone AUi a été réalisé. Les conséquences rédactionnelles sur les documents écrits et sur les cartes graphiques ont été prises en compte.
- **Une mention du projet de Vélo route – Voie verte (Montélimar - Dieulefit) serait souhaitable :** le paragraphe du Rapport de Présentation intitulé « Mise en place de voies pour des modes de transport doux » a été complété d'un alinéa relatif au projet de « Vélo-Route/Voie-Verte » et une carte du tracé envisagé a été ajoutée à ce Rapport de présentation.



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA DRÔME**  
**Commune de LA BATIE ROLLAND**

NOMBRE de MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de la convocation
12 février 2009

Date d'affichage
20 février 2009

Objet de la délibération
Délimitation du droit d'exercice du DPU

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE**  
**LA BATIE ROLLAND**

Séance du 19 février 2009

L'an deux mille neuf  
et le dix neuf du mois de février  
à 19h30, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert LEOPOLD, Maire

Présents : M. CHANEAC Mme De MASSOUGNES  
M. SOULIER M. ASECIO  
Mme GILBERT-COLLET M. PASCAL-TERRAS  
Mme MORLEVAT M. MAGNET  
Mme GORI M. SCHIRA

Absent(s) excusé(s) : M. PASCAL procuration à Philippe MAGNET  
M. BEYNET procuration à Robert LEOPOLD  
Mme GROSJEAN procuration à Mme De MASSOUGNES  
Mme SICOIT à Miche SOULIER

Absent : néant

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions relatives au Droit de Prémption Urbain (DPU), à savoir : le Conseil Municipal peut décider d'instituer le DPU conformément aux textes en vigueur sur la totalité des zones urbaines (Zone U) et d'urbanisation future (Zone AU) du territoire communal ou sur certaines parties d'entre elles seulement.

**VU** les articles L 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**VU** les articles R 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2009 approuvant la révision du plan local d'urbanisme.

Après en avoir délibéré,  
le Conseil Municipal, par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :

\* **DECIDE** d'instituer un droit de Prémption Urbain sur la totalité des zones classées U et AU telles que délimitées sur la carte graphique dite du « Droit d'exercice du DPU » jointe au Plan Local d'Urbanisme adopté par délibération du Conseil Municipal du 19 février 2009 et annexée à la présente délibération ;

\* **DONNE** délégation au Maire, conformément à l'article L 2122.22-15 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'exercice du DPU sur le périmètre défini au plan ci-joint

\* **CHARGE** Monsieur le Maire d'envoyer la présente délibération et la carte graphique d'accompagnement :

- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux ;
- au Conseil Supérieur du Notariat ;
- à la Chambre Départementale des Notaires ;
- au greffe du Tribunal de Grande Instance de Valence ;
- aux barreaux constitués près du tribunal de Grande Instance de Valence

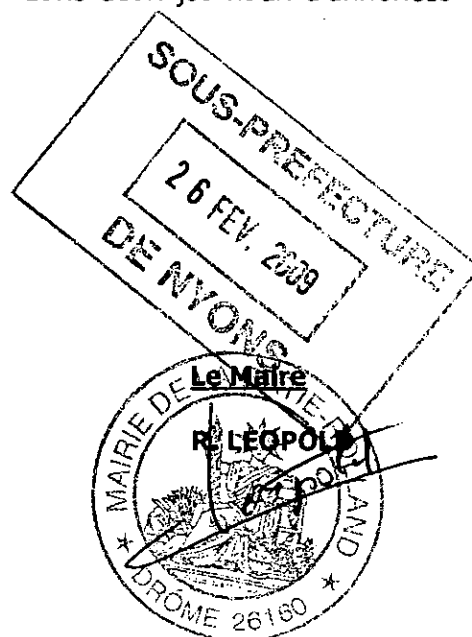


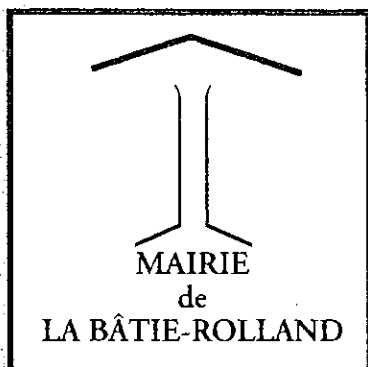
La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet de la Drôme. Elle deviendra exécutoire lorsque toutes les formalités suivantes seront réalisées :

- 1) Affichage pendant un mois de la délibération, le point de départ étant celui du 1<sup>er</sup> jour de l'affichage.
- 2) Accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article R 211.2 du Code de l'Urbanisme par la mention de la présente délibération dans deux journaux d'annonces légales du département de la Drôme

Ainsi fait et délibéré au jour, mois et an ci-dessus.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le  
et publication ou notification  
du





Monsieur le Maire,  
à

**CERTIFICAT d’AFFICHAGE**

Le Maire de La Bâtie-Rolland (Drôme), Robert LEOPOLD, soussigné, certifie avoir fait publié et affiché dans sa commune, aux lieux accoutumés,

La DELIBERATION du CONSEIL MUNICIPAL  
en date du 19 février 2009  
portant sur  
« *L’approbation du PLAN LOCAL D’URABNISME ( P.L.U.)  
et du SHEMA GENERAL D’AISSAINISSEMENT (S.G.A.)*

Le LUNDI 1<sup>er</sup> MARS 2009  
Pour un délai de UN (1) MOIS

Le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à La Bâtie-Rolland, le 1<sup>ER</sup> mars 2009

**Robert LEOPOLD**

REÇU LE  
Valence le 24/03/09  
9 0 MARS 2009

**COMMUNE DE LA BATIE ROLLAND**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME**

APPROBATION DE : LA REVISION DU PLU

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 19 février 2009

Date de transmission au Préfet : 26 février 2009

Mesures de publicité :

- a) Affichage en mairie : le 1er mars 2009
- b) Insertion dans la presse : « Le Dauphiné Libéré » du 02 mars 2009  
et « Drôme Hebdo » du 27 février 2009
- c) insertion au recueil des actes administratifs :

Contrôle de légalité

Date de la lettre au maire :

- Date à laquelle la délibération devient exécutoire	26 mars 2009
--	--------------

*[Signature]*